

*13ème Amendement à la Constitution des États-Unis  
Adoptée par le Congrès le 31 janvier, 1865. Ratifiée le 6 décembre 1865.*

*Section 1.*

*Ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment condamné, n'existeront aux États-Unis ni dans aucun endroit soumis à leur juridiction.*

*Section 2.*

*Le Congrès aura le pouvoir de donner effet au présent article par une législation appropriée.*

Le droit de succession préserve le principe de propriété. Aux États-Unis, des adaptations législatives et économiques maintiennent et reconfigurent les droits de propriété établis par l'économie de l'esclavage. Le 13ème amendement à la Constitution a proscrit l'esclavage dans le cadre privé ; toutefois, sa clause d'exception légalise l'esclavage et la servitude involontaire s'ils sont administrés « en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment condamné ». Immédiatement après l'adoption du 13ème amendement, l'entrée en vigueur de lois connues sous le nom de « Black Codes », conçues pour criminaliser la « black life », uniformisèrent les statuts d'ex-esclave et de pré-criminel :

Alors que l'année 1865 touchait à sa fin, chaque État du Sud, à l'exception de l'Arkansas et du Tennessee, avait adopté des lois proscrivant le vagabondage [compris comme l'absence soit d'un domicile soit d'un emploi] et dont la définition était si vague que la quasi-totalité des esclaves affranchis ne bénéficiant pas de la protection d'un Blanc étaient susceptibles d'être arrêtés sous ce chef d'accusation.<sup>1</sup>

Par l'application du 13ème amendement, les gouvernements des États du Sud avaient en réalité relancé le cycle d'accumulation antérieur à la Guerre de Sécession. Le système de mise à disposition de détenus en échange d'argent financiarisa ces prisonniers dont la main-d'œuvre était proposée aux industries privées. Désormais complètement fongibles, de nombreux affranchis furent ainsi remis à la disposition d'anciens propriétaires<sup>2</sup>. Tandis que la qualification de propriété privée ne s'appliquait plus à leur nouvelle situation, ces anciens esclaves, dont le travail au rabais bénéficiait aussi bien aux gouvernements qui les plaçaient qu'aux sociétés qui les occupaient, prirent alors un statut similaire à celui de propriété publique.<sup>3</sup>

1 Douglas A. Blackmon, *Slavery by Another Name: The Re-Enslavement of Black Americans from the Civil War to World War II* (New York: Anchor, 2009), 53.

2 « À la fin des années 1870, les caractéristiques principales de la nouvelle servitude involontaire avaient éclaté au grand jour. On remarque notamment une volonté obsessionnelle de traiter différemment les Noirs, qui tout au long des cinquante années suivantes constitueraient la vaste majorité des personnes vendues pour leur main-d'œuvre. Déterminés à trouver l'équilibre le plus lucratif possible entre la productivité de la main-d'œuvre et le coût de son entretien, sociétés, fermiers, responsables gouvernementaux et hommes d'affaires de petites agglomérations les maltrahaient régulièrement, notamment en les privant de nourriture. Pour les Africain-Américains, les conséquences furent funestes. Quand l'Alabama proposa ses prisonniers à la location, presque 20% d'entre eux moururent dans les deux années qui suivirent. L'année suivante, le taux de mortalité grimpa jusqu'à 35%. Dans la quatrième année, 45% d'entre eux furent tués. » Blackmon, *Slavery by Another Name*, 57.

3 À l'aune de la décision *Ruffin v. Commonwealth*, le détenu « se trouve dans un état de servitude pénale vis-à-vis de l'État. En conséquence de son crime, il a non seulement perdu sa liberté, mais également l'ensemble de ses droits individuels, à l'exception de ceux que, dans son humanité, la loi lui accorde. Pour le moment, il est un es-

L'essor des industries sidérurgiques, charbonnières et ferroviaires américaines profite à cette époque des programmes intensifs élaborés dans le Sud de location de main-d'œuvre carcérale à différents types d'entreprises<sup>4</sup>. La production de ces dernières reste toutefois modeste à cause d'un réseau routier encore insuffisant. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans le Sud rural, la majorité des routes se résument en effet à quelques voies de terre battue. Souvent, lors d'intempéries, des tronçons entiers deviennent impraticables. En 1904, moins de 3% des 92 000 kilomètres du réseau routier de la Géorgie étaient pavés – que ce soit de gravier, de pierre ou d'argile sableuse – et le macadam bitumé y était encore inexistant<sup>5</sup>.

De pair avec des associations non gouvernementales actives au niveau local pour la construction de routes de qualité, le U.S. Department of Agriculture Office of Public Roads, créé en 1905, fait pression sur les politiciens progressistes du Sud afin qu'ils fassent de l'amélioration de ces infrastructures une priorité. Dans cette partie du pays, la plupart des gouvernements avaient jusqu'alors eu recours au très inefficace système de corvée, qui affectait tous les citoyens d'un État à la construction des routes quatre à cinq jours par an. Les politiciens trouvèrent dans le travail de détenus une alternative plus fiable : « En Caroline du Nord et partout dans le Sud où l'on rêvait d'un réseau routier, le système de location de détenus tomba sous le feu des critiques et l'État fut pressé de placer les prisonniers sur les chantiers publics au lieu de les mettre à la disposition d'entreprises privées : le mouvement pour des routes de qualité s'apparenta ainsi à celui qui voulait sortir les détenus de leur cellule, de la prison-usine et de la mine pour les faire travailler sous le soleil, à l'air libre<sup>6</sup> ». La rhétorique progressiste en faveur d'une réforme pénale soulignait le bénéfice mutuel qu'elle apporterait – ingénieur civil en Caroline du Nord et défenseur de la construction de routes de qualité, William L. Spoon déclara en 1910 : « Le détenu est forcé d'effectuer un travail régulier... et de ce travail régulier résulte l'épanouissement du détenu, le développement des routes publiques et donc l'essor de l'État »<sup>7</sup>.

Contrairement à la location de détenus, qui facilitait l'emploi de leur main-d'œuvre par des sociétés privées, le système de « chain gang »<sup>8</sup> la restreignait au « state-use », c'est-à-dire au bénéfice exclusif de l'État.<sup>9</sup> Étant donné que la location de détenus entraînait en compétition avec une conception littérale d'un « marché libre » du travail<sup>10</sup>, les syndicats étaient favorables à cette restriction. Par le biais d'un cadre procédural – lequel continue à caractériser les réformes libérales d'aujourd'hui – les politiciens progressistes rationalisèrent l'alternative du « chain gang » : « le châtiment [des prisonniers] ne doit pas être du ressort d'un acteur privé, qui pourra être tenté par les exigences du monde des affaires... de modifier la nature de la peine, dans un sens ou dans un autre<sup>11</sup> ». L'établissement de peines plancher fait partie des réformes libérales plus contemporaines qui visent à réduire le pouvoir discrétionnaire des juges. Dans la description qu'en fait Naomi Murakawa, si ce type de procédurisme réduit la variabilité dans le prononcé des peines, il participe aussi à la « poursuite d'une perfection

clave au service de l'État. Il est privé de ses droits civiques et fonciers : et ses biens, s'il en possède, sont gérés comme ceux d'un homme mort. » *Ruffin v. Commonwealth*, 62 Va. 790, 796 (Va.1872).

4 Alex Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor: The Political Economy of Convict Labor in the New South* (New York: Verso, 1996), 40.

5 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, 177.

6 Alex Lichtenstein, « Good Roads and Chain Gangs in the Progressive South: "The Negro Convict is a Slave" », *The Journal of Southern History* 59, no. 1 (1993) : 87.

7 William L. Spoon, « Road Work and the Convict », *Southern Good Roads* 2 (novembre 1910) : 15.

8 Un chain gang est un groupe de prisonniers enchaînés ensemble et contraints d'effectuer des travaux pénibles. (Ndt)

9 Kim Gilmore, « Slavery and Prisons: Understanding the Connections », *History Is A Weapon*, consulté le 6 janvier 2016, <http://www.historyisaweapon.com/defcon1/gilmoreprisonslavery.html>.

10 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, 158.

11 Eugene C. Branson, « Eugene Cunningham Branson Papers, Correspondence », *Journal of Labor* (17 juillet, 1908) : 4.

administrative » et renforce concrètement la machinerie carcérale des États-Unis<sup>12</sup>. Toutes les lois de location de main-d'œuvre carcérale votées par les États fédéraux furent abrogées d'ici 1928 au profit de nouvelles législations, qui circonscrivaient le travail pénitentiaire au domaine public. Ainsi :

Les efforts de l'État pour construire et maintenir une infrastructure de transport qui puisse participer à l'expansion des secteurs industriel et commercial firent de l'État l'exploitant direct de cette main-d'œuvre. Et tout comme le système de travail forcé précédent obéissait principalement aux diktats de l'économie politique plutôt qu'à une pénologie empreinte d'humanité, la décision de retirer les équipes de travailleurs forcés des entreprises privées pour les mettre au service du « peuple » servait avant tout une notion de développement économique, plus officielle.<sup>13</sup>

Des liens entre objectif économique d'amélioration des routes et travail forcé s'étaient noués déjà à des stades plus précoces du développement industriel. Condition préalable au commerce transatlantique des esclaves, le développement des réseaux de transports – notamment des chemins de fer – a été accompli grâce au travail forcé de ces derniers ; la mise au point de l'infrastructure et de la logistique des transports avait en effet été le but initial de leur mise à disposition. La transition vers le « chain gang labor » prolongea cette généalogie et l'adapta au développement des infrastructures publiques.

Entre 1925 et 1973, le taux d'incarcération aux États-Unis resta d'environ 110 personnes pour 100 000 habitants.<sup>14</sup> Après l'adoption de l'Omnibus Crime Control and Safe Streets Act de 1968, que signa le Président Johnson puis du Drug Abuse Prevention and Control Act de 1970, signé par le Président Nixon, les prisons s'agrandirent de façon spectaculaire et le taux d'incarcération monta en flèche. De la sorte, d'ici à 2014, il était passé à 612 pour 100 000.<sup>15</sup> Malgré une rhétorique basée sur l'absence de préjugés ethniques, dans son application concrète, la loi maintient une discrimination raciale. En 2014, on estimait à 539 500 le nombre de Noirs détenus dans les prisons fédérales et d'États ; sur les 1 561 500 personnes incarcérées, ils formaient ainsi le groupe ethnique le plus représenté dans ces établissements et étaient emprisonnés à un taux plus de cinq fois supérieur à celui des Blancs.<sup>16</sup> Ruth Wilson Gilmore explique qu'à partir des années 1970, la création de prisons en Californie servit à exploiter les surplus non productifs de l'État en termes de « capital financier, de terrains, de main-d'œuvre et de compétence ».<sup>17</sup> En raison de son inertie, cette suraccumulation dormante avait fini par constituer une menace imminente. Ce que Ruth Wilson Gilmore appela la « solution prison » (prison fix) consistait à financer la construction de prisons au moyen d'obligations d'État. Par le développement de « marchés publics pour le capital privé » qui allaient mettre à profit les excédents californiens pour soutenir l'expansion de son système pénitentiaire, cet État évita la crise.<sup>18</sup>

Les prisonniers sont devenus une part intégrante du réseau d'intérêts économiques du gouvernement au fil d'une série croissante de capitalisations. Consommateurs captifs, les détenus sont au service de différents entrepreneurs privés tandis que de nombreuses maisons d'arrêts<sup>19</sup> et prisons d'État leur imposent également la taxe « pay-to-stay », équivalente à un loyer. Dans ces institutions, les frais d'occupation vont de 1\$ à 142\$ par

12 Naomi Murakawa, *The First Civil Right: How Liberals Built Prison America* (New York: Oxford, 2014), 26.

13 Lichtenstein, « Good Roads and Chain Gangs », 106.

14 Bureau of Justice Statistics, *Sourcebook of Criminal Justice Statistics* (Washington, DC : Department of Justice, 1925-1973).

15 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014* (Washington, DC: Department of Justice, 2014), 1.

16 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, 15.

17 Ruth Wilson Gilmore, *Golden Gulag: Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California* (Berkeley: University of California, 2007), 57.

18 Gilmore, *Golden Gulag*, 63.

19 Terme français le plus proche de « jail », qui en anglais définit une prison locale pour les courtes peines ou les détenus en attente de jugement. (NdT)

jour.<sup>20</sup> Ces frais, qui forment une dette exigible dès la remise en liberté, dépassent souvent les revenus tirés des programmes de travail habituels.<sup>21</sup> Hors de prison, les individus autrefois condamnés pour des délits en lien avec les stupéfiants sont privés de prestations sociales et de coupons alimentaires. De la même manière, leur accès au Temporary Assistance for Needy Families (TANF) est limité par des restrictions imposées en 2013 dans 37 États ; des mesures restrictives sont aussi adoptées dans 34 États pour réduire la distribution des coupons alimentaires du Nutrition Assistance Program (SNAP) à ces anciens détenus.<sup>22</sup>

Les « state-use laws » confèrent toujours aux institutions pénitentiaires fédérales ou d'États le rôle de pourvoyeur principal de détenus forcés à travailler.<sup>23</sup> En 2005, le Bureau of Justice Statistics notait que, par l'intermédiaire du secteur carcéral, 775 469 des 1 321 685 personnes incarcérées dans des prisons publiques (sans compter les maisons d'arrêts) travaillaient au service d'entretien d'institutions, dans le cadre de travaux publics, pour le secteur agricole ou dans d'autres domaines d'activité.<sup>24</sup> De nombreux États ont promulgué des codes imposant une forme de travail ou des conditions liées à la détention des condamnés.<sup>25</sup> Ainsi le code pénitentiaire new-yorkais dispose que : « le commissaire divisionnaire, le directeur ainsi que tous les fonctionnaires employés par des prisons de l'État peuvent faire effectuer aux détenus séjournant dans ces établissements carcéraux et qui en sont physiquement capables une charge de travail ne dépassant pas les huit heures par jour, hors dimanches et jours fériés ». <sup>26</sup>

Réservé au bénéfice de l'État par les « state-use laws », le travail des prisonniers ne sert pas à générer des bénéfices commerciaux, mais plutôt à générer des économies. Dans l'État néolibéral, la fonction d'épargne témoigne d'une forme de gouvernement

- 20 Lauren-Brooke Eisen, « Paying for Your Time: How Charging Inmates Fees Behind Bars May Violate the Excessive Fines Clause », Brennan Center for Justice, modifié le 31 juillet, 2014, <https://www.brennancenter.org/analysis/paying-your-time-how-charging-inmates-fees-behind-bars-may-violate-excessive-fines-clause>.
- 21 « En 1988, 48 États avaient rendus légaux l'exigence de frais pénitentiaires sous différentes formes. Durant la deuxième moitié des années 1980, les frais de nourriture et de logement augmentèrent rapidement ; ils devinrent pratique courante à partir des années 1990 et continuèrent ainsi jusqu'au début du 21<sup>ème</sup> siècle. En 2004, approximativement un tiers des prisons de comté et plus de 50% des systèmes pénitentiaires étatiques avaient institué des taxes « pay-to-stay », lesquelles revenaient à facturer leur détention aux condamnés. » Eisen, « Paying for Your Time. »
- 22 La réforme des allocations connue sous le nom de Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act de 1996 « ...imposait que les aides fédérales soient refusées aux personnes condamnées dans les tribunaux fédéraux ou d'État pour tout délit en lien avec des stupéfiants. L'exclusion du système d'allocation ne s'applique pas aux personnes condamnées pour d'autres délits. Les clauses soumettant des individus autrement éligibles aux allocations SNAP et TANF à une exclusion à vie de ces aides sociales s'applique dans tous les États à l'exception de ceux qui feraient les démarches nécessaires pour s'en affranchir ». Marc Maurer et Virginia McCalmont, *A Lifetime of Punishment : The Impact of the Felony Drug Ban on Welfare Benefits* (Washington D.C. : The Sentencing Project, 2013), 1-2.
- 23 Voté en 1979, le Prison Industry Enhancement Certification Program permet actuellement aux États participants – 38 systèmes pénitentiaires au total – de fonder des coentreprises dans lesquelles des détenus travaillent pour des sociétés privées (Bureau of Justice Assistance, *Prison Industry Enhancement Certification Program* [Washington, D.C.: Department of Justice, 2012], 4). La majorité des contrats de prisons privées que *In The Public Interest* a passé en revue comprend une garantie d'occupation de 80 à 100%. (*In The Public Interest, Criminal: How Lockup Quotas and "Low-Crime Taxes" Guarantee Profits for Private Prison Corporations* [Washington D.C.: In The Public Interest, 2013], 6). Toutefois, le PIECP ne compte que 5000 détenus sur 1,5 million (Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities* [Washington, D.C.: Department of Justice, 2005], Table des annexes 16). 8,4% de la totalité des détenus sont incarcérés dans des prisons privées (Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, 15).
- 24 Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities* (Washington, DC: Department of Justice, 2005), table des annexes 16.
- 25 La jurisprudence étendue, dont l'exemple le plus récent est le cas *Sanders v. Hayden*, 544F.3d 812, 814 (7<sup>ème</sup> Cir. 2008), a établi que les détenus ne sont pas des employés de l'État et ne sont donc pas protégés par le Fair Labor Standards Act.
- 26 Code pénitentiaire new-yorkais § 171.

inspirée du monde des affaires. Du fait d'un salaire horaire situé entre 0,10\$ et 1,14\$, les détenus de l'État de New York permettent de faire des économies.<sup>27</sup> Ce travail à coût réduit ne prend pas la forme d'une marge bénéficiaire, mais se répartit sous forme d'économies sur les coûts de produits et de services fournis à l'État ou en tant que recettes servant à équilibrer le budget d'exploitation du Department of Corrections and Community Supervision. Les frais épargnés grâce au travail des détenus témoignent d'une forme de dépendance distincte entre le système carcéral et l'économie des États. Sans publication des bénéfices ni comparaison directe avec les taux du marché, il est difficile d'estimer le montant total de ces économies.<sup>28</sup>

Au début des années 1990, en proposant aux organismes privés à but non-lucratif localisés dans leur juridiction des produits confectionnés par leur propre industrie carcérale, de nombreux États commencèrent à développer la fonction d'épargne du travail pénitentiaire. En 1991, New York ajouta cette disposition à sa loi pénitentiaire.<sup>29</sup> Les partenariats sans but lucratif eux-mêmes servent souvent une fonction d'épargne, permettant aux États d'accomplir des tâches sans avoir à engager du personnel syndiqué ou à plein temps, puisqu'ils peuvent rémunérer leurs collaborateurs avec des bourses, ou leur fournir des contrats d'intérim. La fonction d'épargne est une forme de politique d'austérité dont l'efficacité peut s'avérer supérieure à celle du profit. Se fondant sur une absence de dépenses et d'information, ce mode d'épargne fonctionne comme un instrument financier et rhétorique au service de l'opacité gouvernementale.

91020000 est le numéro de client attribué à Artists Space, un espace d'art à but non-lucratif à New York, lors de son enregistrement chez Corcraft ; l'appellation commerciale du New York State Department of Corrections and Community Supervision, Division of Industries. La mission de Corcraft consiste à « employer les détenus dans le cadre d'activités professionnelles véritables afin qu'ils produisent des biens et un service de qualité à des prix compétitifs, le tout livré en temps et en heure, comme l'exige l'État de New York et ses filiales, et sans coûts pour le contribuable ». <sup>30</sup> En vertu de la loi, Corcraft ne peut vendre ses produits qu'aux agences gouvernementales, au niveau fédéral et local, notamment aux écoles et aux universités, aux tribunaux et aux différentes préfectures de police ainsi qu'à certaines organisations à but non-lucratif.

---

Ce travail a été exposé sous le titre 91020000 à Artists Space, un espace d'art à but non-lucratif à New York, du 16 janvier au 13 mars 2016. Ces œuvres sont le résultat des politiques qui régissent les modes d'incarcération, les organisations à but non lucratif et la finance. Ces législations favorisent des mécanismes d'épargne et d'accumulation qui dépassent le seul cadre des Etats-Unis. Les droits de propriété liés à l'esclavage n'ont pas profité qu'aux citoyens américains, qui n'en furent pas les inspireurs. Les profits générés à l'origine par le commerce transatlantique furent alimentés par la consommation internationale de biens produits par les esclaves et la transaction à terme des marchandises en Europe. Aujourd'hui, tout investisseur a la possibilité d'acheter des obligations mises sur le marché afin de financer le développement de prisons aux Etats-Unis.

27 Michael Virtanen, « For Low Pay and a Chance, Inmates get to Work », Bloomberg Businessweek, dernière modification le 13 février 2012, <http://www.businessweek.com/ap/financialnews/D9SSIB180.htm>.

28 Corcraft est enregistrée comme partenaire de confiance de l'État de New York (« New York State Preferred Source »), et les clients d'agences gouvernementales n'ont pas à se lancer dans une comparaison des prix. Très clairement, Corcraft a obtenu ce statut car cette société offre les prix les plus bas sur l'ensemble des services qu'elle propose.

29 Code pénitentiaire new-yorkais § 171.

30 « Qui sommes-nous ? », Corcraft, visité le 6 janvier 2016. <http://www.corcraft.org/webapp/wcs/stores/servlet/WhoWeAreView?langId=1&storeId=10001&catalogId=10051>.



*13. Zusatzartikel zur Verfassung der Vereinigten Staaten*

*Am 31. Januar 1865 vom Kongress verabschiedet, am 6. Dezember 1865 ratifiziert.*

*Abschnitt 1.*

*Weder Sklaverei noch Zwangsdienstbarkeit darf, ausser als Strafe für ein Verbrechen, dessen die betreffende Person in einem ordentlichen Verfahren für schuldig befunden worden ist, in den Vereinigten Staaten oder in irgendeinem Gebiet unter ihrer Gesetzeshoheit bestehen.*

*Abschnitt 2.*

*Der Kongress hat das Recht, diesen Zusatzartikel durch entsprechende Gesetze zur Durchführung zu bringen.*

Eigentum wird durch Vererbung bewahrt. Gesetzliche und wirtschaftliche Anpassungen haben die durch die Sklavenwirtschaft der Vereinigten Staaten begründeten Eigentumsinteressen gewahrt und neu konfiguriert. Der 13. Verfassungszusatz verbot private Besitzsklaverei, doch die Ausnahmeklausel legalisierte Sklaverei und Zwangsdienstbarkeit, wenn diese „als Strafe für ein Verbrechen, dessen die betreffende Person in einem ordentlichen Verfahren für schuldig befunden worden ist“, verhängt wurde. Unmittelbar nach der Verabschiedung des 13. Zusatzartikels setzte das Aufkommen sogenannter „Black Codes“ – Gesetze, die dazu bestimmt waren, „schwarzes Leben“ zu kriminalisieren – Ex-Sklaven Präkriminellen gleich:

Bis Ende 1865 hatte jeder Südstaat mit Ausnahme von Arkansas und Tennessee Gesetze verabschiedet, die Vagabundieren [worunter Obdachlosigkeit oder Arbeitslosigkeit verstanden wurde] verboten und so vage definierten, dass nahezu jeder befreite Sklave, der nicht unter dem Schutz eines Weissen stand, für das Verbrechen festgenommen werden konnte.<sup>1</sup>

Die Regierungen der Südstaaten nutzten den 13. Zusatzartikel und verfrachten sich so im Akkumulationszyklus der Zeit vor dem Bürgerkrieg. Das System der Verpachtung von Verurteilten finanzialisierte Gefängnisinsassen durch Verpachtung ihrer Arbeit an die Privatwirtschaft. Zahlreiche ehemalige Sklaven wurden – nun als uneingeschränkt fungible Arbeitskräfte – an ehemalige Sklavenbesitzer zurückverpachtet.<sup>2</sup> Obwohl jetzt nicht mehr als Privatbesitz bezeichnet, funktionierten Ex-Sklaven als eine Art von Gemeineigentum, von dessen rabattierter Arbeit sowohl die sie verpachtenden Obrigkeiten als auch die sie pachtenden Unternehmen profitierten.<sup>3</sup>

1 Douglas A. Blackmon, *Slavery by Another Name: The Re-Enslavement of Black Americans from the Civil War to World War II*, New York 2009, S. 53.

2 „Gegen Ende der 1870er Jahre war deutlich erkennbar, was die Definitionsmerkmale der neuen unfreiwilligen Knechtschaft waren. Man sollte sich geradezu zwanghaft bemühen sicherzustellen, dass Schwarze, die in den folgenden fünfzig Jahren zu jedem Zeitpunkt die übergrosse Mehrzahl der in Knechtschaft Gegebenen darstellten, anders als andere behandelt werden würden. Unternehmen, Bauern, Regierungsbeamte und kleinstädtische Geschäftsleute, die darauf erpicht waren, das profitabelste Gleichgewicht zwischen der Produktivität billiger Arbeitskräfte und deren Unterhaltungskosten zu erzielen, liessen sie regelmässig verhungern und verrohen. Die Folgen für Afroamerikaner waren grauenvoll. In den ersten beiden Jahren, in denen Alabama seine Gefangenen verpachtete, starben beinahe 20 Prozent von ihnen. Im Jahr darauf stieg die Sterberate auf 35 Prozent. Im vierten Jahr wurden fast 45 Prozent von ihnen getötet.“ Blackmon, *Slavery by Another Name*, S. 57.

3 Laut Urteil im Gerichtsverfahren *Ruffin v. Commonwealth* befindet sich der Gefangene „in einem Zustand der Strafknechtschaft des Staates. Er hat infolge seines Verbrechens nicht nur seine Freiheit eingebüsst, sondern

Die US-amerikanische Stahl-, Kohle- und Eisenbahnindustrie erlebte infolge umfangreicher Gefangenenverpachtungsprogramme im Süden ein Wachstum.<sup>4</sup> Das dürftige Strassennetz im Süden setzte der Unternehmensproduktion allerdings Grenzen. Anfang des 20. Jahrhunderts war der Grossteil der Wege im ländlichen Süden unbefestigt. Durch Regenfälle waren Teile regelmässig unbefahrbar. Im Jahr 1904 war weniger als drei Prozent des fast 92'000 Kilometer umfassenden Wegenetzes von Georgia mit Schottern, Steinen oder Sand-Lehm und nicht eine einzige Strasse mit Teermakadam befestigt.<sup>5</sup> Das 1905 gegründete Strassenamt des Landwirtschaftsministeriums der USA und regionale, nichtstaatliche Verbände, die sich für „gute Strassen“ stark machten, beeinflussten fortschrittliche Südstaaten-Politiker, der Strassenentwicklung Priorität einzuräumen. Bis dahin hatten sich die meisten Südstaaten des weitgehend wirkungslosen Systems der „statute labor“ oder gesetzlichen Arbeit bedient, im Zuge dessen sämtliche Bürger eines Staates für vier oder fünf Tage im Jahr zur Arbeit an den Strassen einberufen wurden. Politiker wandten sich der Strafgefangenenarbeit als einer zuverlässigeren Alternative zu: „In North Carolina und an anderen Orten im Süden, wo Begeisterung für gute Wege herrschte, geriet die Strafgefangenenverpachtung unter Beschuss und man drängte den Staat, die Gefangenen an den Strassen arbeiten zu lassen; die Bewegung, die sich um Verbesserung der Strassen bemühte, wurde nun ‚mit der Bewegung identifiziert, den Gefangenen aus der Zelle, dem gefängniseigenen Werk oder dem Bergwerk zu holen und ihn in der frischen Luft und bei Sonnenschein arbeiten zu lassen‘“.<sup>6</sup> Die fortschrittliche Rhetorik der Strafrechtsreform hob den beiderseitigen Vorteil hervor. So erklärte William L. Spoon, ein Bauingenieur und Verfechter guter Strassen in North Carolina, im Jahr 1910: „Der Strafgefangene ist gezwungen, reguläre Arbeit zu leisten... und diese reguläre Arbeit führt zum Aufbau des Strafgefangenen, zum Aufbau der öffentlichen Wege und zum Aufbau des Staates.“<sup>7</sup>

Im Unterschied zur Strafgefangenenverpachtung, die die Verwendung von Gefangenenarbeit durch private Unternehmen förderte, beschränkte das System der Sträflingskolonnen die Arbeit der Inhaftierten auf eine „staatliche Nutzung“.<sup>8</sup> Die gewerkschaftlich organisierte Arbeiterschaft sprach sich für diese Beschränkung aus, da die Strafgefangenenverpachtung mit den Arbeitern auf dem „freien Markt“ konkurrierten.<sup>9</sup> Fortschrittliche Politiker begründeten das alternative Sträflingskolonnensystem über einen rechtlichen Verfahrensrahmen, der bis heute liberale Reformen kennzeichnet: „... die Bestrafung [von Sträflingen] sollte nicht in privater Hand liegen, da diese aufgrund geschäftlicher Erfordernisse versucht sein könnte, die Bestrafung... entweder zu erschweren oder zu erleichtern.“<sup>10</sup> Zu weiteren damaligen liberalen Reformen zur Einschränkung richterlichen Ermessens gehörte die Festlegung obligatorischer Mindeststrafen. Wie Naomi Murakawa schildert, reduziert diese Art von Prozeduralismus zwar die Bestrafungsschwankung, sie fördert aber auch das „Streben nach Verwaltungperfektion“ und stärkt im Grunde die amerikanische Gefängnismaschinerie.<sup>11</sup>

auch all seine persönlichen Rechte bis auf jene, die das Gesetz ihm in seiner Menschlichkeit gewährt. Er ist einstweilen ein Sklave des Staates. Er ist civiliter mortuus und sein Besitz, so er welchen hat, wird verwaltet wie der eines Toten.“ *Ruffin v. Commonwealth*, 62 Va. 790, 796 (Va. 1872).

4 Alex Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor: The Political Economy of Convict Labor in the New South*, New York 1996, S. 40.

5 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, S. 177.

6 Alex Lichtenstein, „Good Roads and Chain Gangs in the Progressive South: ‘The Negro Convict is a Slave’“ *The Journal of Southern History*, Nr. 59/1 (1993): 87.

7 William L. Spoon, „Road Work and the Convict“, in: *Southern Good Roads*, Nr. 2 (November 1910), S. 15.

8 Kim Gilmore, „Slavery and Prisons: Understanding the Connections“, in: *History Is A Weapon*, <http://www.historyisaweapon.com/defcon1/gilmoreprisonslavery.html> (Zugriff am 6. Januar 2016).

9 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, S. 158.

10 Eugene C. Branson, „Eugene Cunningham Branson Papers, Correspondence“, in: *Journal of Labor* (17. Juli 1908), S. 4.

11 Naomi Murakawa, *The First Civil Right: How Liberals Built Prison America*, New York 2014, S. 26.



Bis 1928 waren die Sträflingsverpachtungsgesetze aller US-Bundesstaaten zu Gunsten von Gesetzen aufgehoben worden, die Gefängnisarbeit auf staatliche Nutzung beschränkten. Auf diese Weise...

... wurde der Staat unmittelbarer Ausbeuter dieser Arbeiter im Bemühen, eine Verkehrsinfrastruktur aufzubauen und zu unterhalten, die zum Wachstum von Industrie und Handel beitragen könnte. Und genauso, wie das frühere System der Zwangsarbeit in erster Linie durch die Gebote der Volkswirtschaft statt durch ein menschliches Strafrecht angetrieben wurde, erfolgte die Entscheidung, die Zwangsarbeitsreserve des Südens der Privatwirtschaft zu entziehen und dem „Volk“ zu schenken, im Interesse einer eher allgemeinen Vorstellung wirtschaftlicher Entwicklung.<sup>12</sup>

Die verwobene Ökonomie des Strassennetzausbaus und der Gefangenenarbeit baute auf früheren Stadien der Industrialisierung auf. Die Entwicklung der Verkehrsinfrastruktur und Logistik war eine Voraussetzung für den Schiffstransport von Sklaven über den Atlantik hinweg und Hauptzweck der Arbeit von Sklaven und verpachteten Strafgefangenen, die zum Bau der amerikanischen Eisenbahnen eingesetzt wurden. Mit dem Übergang zur Sträflingskolonnenarbeit setzte sich diese Genealogie unter Anpassung an den Ausbau volkseigener Infrastruktur fort.

Die Gefangenenrate in den USA verharrte von 1925 bis 1973 bei etwa 110 Gefangenen pro 100'000 Einwohner.<sup>13</sup> Nach der Verabschiedung des „Omnibus Crime Control and Safe Streets Act“ (Mantelgesetz zur Kriminalitätsbekämpfung und Strassensicherheit) des Jahres 1968, der von Präsident Johnson, und des „Drug Abuse Prevention and Control Act“ (Gesetz zur Prävention und Kontrolle des Drogenmissbrauchs) des Jahres 1970, der von Präsident Nixon unterzeichnet wurde, stiegen der Umfang der Gefängnisentwicklung und die Inhaftierungsrate dramatisch an. Bis 2014 hatte sich die Gefangenenrate auf 612 Gefangene pro 100'000 Einwohner erhöht.<sup>14</sup> Der Rhetorik der Farbenblindheit zum Trotz, hat die Verwaltung rassifizierter Gesetze die Rassenordnung im Grunde aufrechterhalten. Im Jahr 2014 stellten schätzungsweise 539'500 Schwarze die rassische Mehrheit der insgesamt 1'561'500 Menschen in Bundes- und Staatsgefängnissen in den Vereinigten Staaten und im Vergleich zu Weissen war ihre Inhaftierungsrate um das Fünffache höher.<sup>15</sup> Ruth Wilson Gilmore schreibt, dass die in den 1970er Jahren einsetzende Gefängnisentwicklung in Kalifornien dazu diente, die unproduktiven Überschüsse des Staates an „Finanzkapital, Grund, Arbeit und Staatskapazität“ zu nutzen.<sup>16</sup> Die Stauung dieser Überschüsse als inaktive Überakkumulation stellte eine drohende Krise dar. Der „Gefängnis-Fix“, wie Gilmore es nennt, finanzierte den Gefängnisbau mittels Staatsanleihen. Kalifornien vermied eine Krise, indem es „öffentliche Märkte für privates Kapital“ entwickelte, die seinen Überschuss nutzen sollten, um den Ausbau seines Gefängniswesens anzutreiben.<sup>17</sup>

Durch eine zunehmende Reihe von Kapitalisierungen sind die Menschen im Gefängnis zu einem Teil des Geflechts staatlicher Wirtschaftsinteressen geworden. Während Insassen als abhängige Kunden verschiedener privater Anbieter fungieren, verlangen zahlreiche Haftanstalten und staatliche Gefängnisse zudem Aufenthaltsgebühren von den Gefangenen. Diese Tagesgebühren, die für den Verbleib in der Anstalt anfallen, reichen von

12 Lichtenstein, „Good Roads and Chain Gangs“, S. 106.

13 Bureau of Justice Statistics, *Sourcebook of Criminal Justice Statistics*, Department of Justice, Washington, D.C. 1925–1973).

14 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, Department of Justice, Washington, D.C. 2014, S. 1.

15 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, S. 15.

16 Ruth Wilson Gilmore, *Golden Gulag: Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*, Berkeley 2007, S. 57.

17 Gilmore, *Golden Gulag*, S. 63.

1 bis 142 US-Dollar.<sup>18</sup> Oft übersteigen diese Gebühren das Entgelt typischer Arbeitsprogramme, sodass sich eine Schuld anhäuft, die bei der Entlassung sofort eingetrieben werden kann.<sup>19</sup> Ausserhalb des Gefängnisses werden ehemals inhaftierten Drogenkriminellen Sozialleistungen und Lebensmittelmarken verwehrt. Im Jahr 2013 beschränkten 37 Staaten den Zugang für Drogenkriminelle zu Sozialleistungen des TANF-Programms (TANF: „Temporary Assistance for Needy Families“ oder „Vorübergehende Unterstützung für bedürftige Familien“) und 34 Staaten beschränkten den Zugang für Drogenkriminelle zu Lebensmittelmarken des SNAP-Programms (SNAP: „Supplemental Nutrition Assistance Program“ oder „Ergänzendes Ernährungsunterstützungsprogramm“).<sup>20</sup>

Gesetze, die sich auf die staatliche Nutzung beziehen, schreiben nach wie vor bundesstaatliche und staatliche Justizvollzugsanstalten als Hauptkanal der Insassenarbeit vor.<sup>21</sup> Im Jahr 2005 hielt das Amt für Justizstatistik fest, dass 775'469 der insgesamt 1'321'685 Menschen in öffentlichen Haftanstalten (Untersuchungshäftlinge und für geringfügige Vergehen Verurteilte nicht mitgerechnet) in gefängniseigenen Werken, bei institutionellen Unterstützungsdiensten, öffentlichen Bauprojekten oder landwirtschaftlicher Arbeit oder Arbeit anderer Art tätig waren.<sup>22</sup> Die Strafvollzugsgesetze zahlreicher Staaten schliessen Arbeitsauflagen oder Optionen für solche Auflagen ein.<sup>23</sup> Das Strafvollzugsgesetz des Bundesstaates New York besagt: „Der Kommissar und die Verwalter und Funktionäre sämtlicher Strafanstalten im Staat können veranlassen, dass Insassen der Strafvollzugsanstalten des Staates, die dazu körperlich in der Lage sind, bis zu acht Stunden am Tag ausser an Sonntagen und offiziellen Feiertagen beschäftigt werden.“<sup>24</sup>

18 Lauren-Brooke Eisen, „Paying for Your Time: How Charging Inmates Fees behind Bars May Violate the Excessive Fines Clause“, Brennan Center for Justice, zuletzt geändert am 31. Juli 2014: <https://www.brennancenter.org/analysis/paying-your-time-how-charging-inmates-fees-behind-bars-may-violate-excessive-fines-clause>.

19 „In der Zeit bis 1988 genehmigten 48 Staaten in irgendeiner Form Strafvollzugsgebühren. Gebühren für Kost und Logis stiegen in der zweiten Hälfte der 1980er Jahre rasant an und wurden in den 1990er Jahren und bis ins 21. Jahrhundert hinein sogar noch gebräuchlicher. In der Zeit bis 2004 hatten etwa ein Drittel der regionalen Untersuchungshaftanstalten und mehr als 50 Prozent der staatlichen Strafvollzugsanstalten Aufenthaltsgebühren eingeführt, sodass sie Insassen für ihre eigene Inhaftierung zur Kasse baten.“ Eisen, „Paying for Your Time“.

20 Die Sozialreform des „Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act“ von 1996 „...verordnete eine Ablehnung bundesstaatlicher Unterstützungsleistungen für Personen, die von staatlichen oder bundesstaatlichen Gerichten wegen Drogenverbrechen verurteilt worden sind. Das Verbot wird einzig für Drogenverbrechen verhängt. Seine Bestimmungen, die Personen, die ansonsten zu SNAP- oder TANF-Leistungen berechtigt wären, einer lebenslangen Disqualifikation unterwerfen, gelten für alle Staaten, es sei denn sie beschliessen, diesem Verbot ausdrücklich zu widersprechen.“ Marc Mauer und Virginia McCalmont, *A Lifetime of Punishment: The Impact of the Felony Drug Ban on Welfare Benefits*, The Sentencing Project, Washington D.C. 2013, S. 1-2.

21 Das 1979 verabschiedete „Prison Industry Enhancement Certification Program“ (PIECP) erlaubt es gegenwärtig den beiteiligten Staaten – insgesamt 38 Strafvollzugssysteme –, Gemeinschaftsunternehmen zu gründen, im Rahmen derer Insassen für private Unternehmen arbeiten können: Bureau of Justice Assistance, *Prison Industry Enhancement Certification Program*, Department of Justice, Washington, D.C. 2012, S. 4. Die Mehrzahl der privaten Gefängnisverträge, die von In The Public Interest (ITPI) überprüft wurden, schliessen Belegungsgarantien i.H.v. 80 bis 100% ein; In the Public Interest, *Criminal: How Lockup Quotas and „Low-Crime Taxes“ Guarantee Profits for Private Prison Corporations*, Washington D.C. 2013, S. 6. Allerdings umfasst das PIECP lediglich 5000 der insgesamt 1,5 Millionen Gefangenen; Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities*, Department of Justice, Washington, D.C. 2005, Anhang Tabelle 16. In privaten Gefängnissen befinden sich 8,4% dieser Gesamtgefängnisenanzahl; Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, S. 15.

22 Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities*, Department of Justice, Washington, D.C. 2005, Anhang Tabelle 16.

23 Umfangreiche Rechtsprechung, zuletzt im Fall *Sanders v. Hayden*, 544 F.3d 812, 814 (7th Cir. 2008), besagt, dass Insassen keine Angestellte des Staates und nicht durch den Fair Labor Standards Act geschützt sind.

24 New York Correctional Code § 171.

Die staatliche Nutzung der Gefangenenarbeit führt nicht zu öffentlich gehandelten Profiten, sondern vielmehr zu Einsparungen. In dieser Einsparungsfunktion des neoliberalen Staates spiegelt sich eine Staatsführung nach dem Vorbild des Kommerzes wider. In New York sorgen Insassen für Einsparungen, da ihre Arbeit mit \$0.10 bis \$1.14 pro Stunde vergütet wird.<sup>25</sup> Diese reduzierten Arbeitskosten erscheinen nicht als erhöhte Gewinnmarge, sondern werden als Ersparnisse auf den Preis der für den Staat hergestellten Produkte und erbrachten Dienstleistungen und als Einnahmen verteilt, die das Betriebsbudget der Strafvollzugsbehörde ausgleichen sollen. Die durch die staatliche Nutzung der Gefangenenarbeit erzielten Einsparungen deuten auf eine spezifische, für sich stehende Abhängigkeit zwischen dem Gefängniswesen und dem Wirtschaftssystem des Staates. Ohne Gewinne oder einen unmittelbaren Vergleich mit Marktpreisen lässt sich die Gesamtersparnis durch die Gefangenenarbeit für den Staat nur schwer quantifizieren.<sup>26</sup>

Anfang der 1990er Jahre begannen zahlreiche Staaten die Einsparungsfunktion der Gefangenenarbeit zu erweitern, indem sie in den Werken staatlicher Gefängnisse produzierte Güter gemeinnützigen Organisationen im jeweiligen Staat selbst anboten. Der Staat New York nahm diese Zusatzregelung 1991 in sein Strafvollzugsgesetz auf.<sup>27</sup> Gemeinnützige Partnerschaften erfüllen oft selbst eine Einsparungsfunktion, da sie es dem Staat ermöglichen, Geschäfte mittels Fördergelder oder Verträge durchzuführen, ohne hauptamtliche oder gewerkschaftlich organisierte Mitarbeiter halten zu müssen. Die Einsparungsfunktion ist eine Form von Austerität, die unter Umständen wirkungsvoller ist als Profit. Diese Einsparungen, im Sinne von fehlenden Kosten und mangelnder Information, fungieren als finanzielle und rhetorische Instrumente staatlicher Intransparenz.

91020000 ist die Kundennummer, die dem Artists Space nach Anmeldung bei Corcraft, dem Marktnamen für die Abteilung für Betriebe der New Yorker Strafvollzugsbehörde, zugewiesen wurde. Corcraft sieht es als ihre Aufgabe an, „Insassen in echten Arbeitssituationen zu beschäftigen, in denen sie zu wettbewerbsfähigen Preisen Qualitätswaren produzieren und Dienstleistungen erbringen und diese, wie es der Staat New York und dessen Ableger erfordern, fristgerecht und ohne Kosten für den Steuerzahler abliefern“.<sup>28</sup> Nach dem Gesetz darf Corcraft die Produkte nur an Behörden (auch in anderen Staaten) auf staatlicher und lokaler Ebene, Schulen und Universitäten, Gerichte und Polizeibehörden sowie an bestimmte gemeinnützige Organisationen verkaufen.

---

Dieses Werk wurde vom 16. Januar bis 13. März 2016 unter dem Titel 91020000 im Artists Space, eine gemeinnützige Organisation in New York City, ausgestellt. Es ist das Ergebnis der politischen Regelungen der Vereinigten Staaten zu Inhaftierung, gemeinnützigen Einrichtungen und Finanzwesen. Die Prozesse der Einsparung und Akkumulation, die diese Gesetze ermöglichen, sind nicht auf die Vereinigten Staaten beschränkt. Vermögensinteressen in der US-Sklaverei wurden weder von US-Bürgern begründet, noch waren sie auf diese beschränkt. Getragen wurden diese Interessen, die durch den transatlantischen Sklavenhandel geschaffen wurden, durch den internationalen Konsum von Produkten aus Sklavenarbeit und die Herausbildung von Warentermingeschäften in Europa. Heute für die Gefängnisentwicklung in den USA ausgegebene Kommunalobligationen sind für jeden Anleger verfügbar.

25 Michael Virtanen, „For Low Pay and a Chance, Inmates get to Work“, in: Bloomberg Businessweek, <http://www.businessweek.com/ap/financialnews/D9SSIB180.htm> (zuletzt geändert am 13. Februar 2012).

26 Da Corcraft eine „Preferred Source“, also ein bevorzugter Lieferant des Staates New York ist, führen Kunden der Behörde keine Preisvergleiche durch – angeblich, weil Corcraft die niedrigsten Preise für all ihre Produkte anbietet.

27 New York Correctional Code, § 171.

28 „Who We Are“, Corcraft, <http://www.corcraft.org/webapp/wcs/stores/servlet/WhoWeAreView?langId=1&storeId=10001&catalogId=10051> (Zugriff am 6. Januar 2016).



*13<sup>th</sup> Amendment to the U.S. Constitution*  
*Passed by Congress January 31, 1865. Ratified December 6, 1865.*

*Section 1.*

*Neither slavery nor involuntary servitude, except as a punishment for crime whereof the party shall have been duly convicted, shall exist within the United States, or any place subject to their jurisdiction.*

*Section 2.*

*Congress shall have power to enforce this article by appropriate legislation.*

Property is preserved through inheritance. Legal and economic adaptations have maintained and reconfigured the property interests established by the economy of slavery in the United States. The 13<sup>th</sup> amendment to the U.S. constitution outlawed private chattel slavery; however, its exception clause legalized slavery and involuntary servitude when administered “as a punishment for crime whereof the party shall have been duly convicted.” Immediately following the passage of the 13<sup>th</sup> amendment the advent of laws designed to criminalize black life, known as Black Codes, aligned the status of the ex-slave and the pre-criminal:

Every southern state except Arkansas and Tennessee had passed laws by the end of 1865 outlawing vagrancy [understood as either homelessness or joblessness] and so vaguely defining it that virtually any freed slave not under the protection of a white man could be arrested for the crime.<sup>1</sup>

Using the 13<sup>th</sup> amendment, Southern state governments effectively enmeshed themselves within the antebellum cycle of accumulation. The system of convict leasing financialized prisoners by leasing their labor to private industry. Many former slaves were leased back to former slave owners, now as a fully fungible labor force.<sup>2</sup> Although no longer designated as private property, ex-slaves functioned as a kind of public property whose discounted labor benefited both the governments that leased them and the corporations that received them.<sup>3</sup>

U.S. steel, coal and railroad industries grew as a result of extensive convict lease programs in the South.<sup>4</sup> Corporate production was limited, however, by insubstantial Southern roads. In the early 20<sup>th</sup> century, the majority of roadways in the rural South

1 Douglas A. Blackmon, *Slavery by Another Name: The Re-Enslavement of Black Americans from the Civil War to World War II* (New York: Anchor, 2009), 53.

2 “By the late 1870s, the defining characteristics of the new involuntary servitude were clearly apparent. It would be obsessed with ensuring disparate treatment of blacks, who at all times in the ensuing fifty years would constitute the vast majority of those sold into labor. They were routinely starved and brutalized by corporations, farmers, government officials, and small-town businessmen intent on achieving the most lucrative balance between the productivity of captive labor and the cost of sustaining them. The consequences for African Americans were grim. In the first two years that Alabama leased its prisoners, nearly 20 percent of them died. In the following year the mortality rate rose to 35 percent. In the fourth, nearly 45 percent of them were killed.” Blackmon, *Slavery by Another Name*, 57.

3 As ruled in *Ruffin v. Commonwealth*, the prisoner “is in a state of penal servitude to the State. He has, as a consequence of his crime, not only forfeited his liberty, but all his personal rights except those which the law in its humanity accords to him. He is for the time being a slave of the State. He is civiliter mortuus; and his estate, if he has any, is administered like that of a dead man.” *Ruffin v. Commonwealth*, 62 Va. 790, 796 (Va. 1872).

4 Alex Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor: The Political Economy of Convict Labor in the New South* (New York: Verso, 1996), 40.

were unpaved dirt roads. Due to rain, sections frequently became impassable. In 1904 less than three percent of Georgia's 57,000 miles of roads were paved with gravel, stone, or sand clay, and none with bituminous macadam.<sup>5</sup> The U.S. Department of Agriculture Office of Public Roads, established in 1905, and local, non-governmental "good roads" associations influenced Southern Progressive politicians in prioritizing road development. Up to this point, most Southern states had employed the largely ineffective statute labor system, which conscripted all citizens of a state to work on the roads four to five days per year. As a more reliable alternative, politicians turned to convict labor: "In North Carolina and elsewhere in the South where enthusiasm for good roads reigned, convict leasing was attacked, and the state was urged to put convicts to work on the roads; the good roads movement became 'identified with the movement to take the prisoner out of the cell, the prison factory and the mine to work him in the fresh air and sunshine.'"<sup>6</sup> The Progressive rhetoric of penal reform emphasized mutual benefit—William L. Spoon, a civil engineer and good roads advocate in North Carolina, stated in 1910: "The convict is forced to do regular work...and that regular work results in the upbuilding of the convict, the upbuilding of the public roads, and the upbuilding of the state."<sup>7</sup>

Unlike convict leasing, which facilitated private corporations' use of prisoners' labor, the chain gang system restricted the labor of the incarcerated to "state-use."<sup>8</sup> Organized labor championed this restriction as convict leasing competed with "free market" labor.<sup>9</sup> Progressive politicians rationalized the alternative chain gang system via a procedural legal framework that continues to characterize liberal reforms today: "the punishment [of convicts] ought not to be at the hands of a private party who may be tempted by the exigencies of business ... to make punishment either more or less."<sup>10</sup> More contemporary liberal reforms to reduce judicial discretion include the establishment of mandatory minimum sentences. As Naomi Murakawa describes, while this kind of proceduralism reduces the variance of punishment, it also contributes to the "pursuit of administrative perfection" and effectively strengthens U.S. carceral machinery.<sup>11</sup> By 1928, every U.S. state's convict lease laws had been repealed in favor of laws that restricted prison labor to state-use. In this way:

The state became the direct exploiter of that labor in an effort to build and maintain a transportation infrastructure that might contribute to the expansion of the manufacturing and commercial sectors. And just as that earlier system of forced labor was driven primarily by the dictates of political economy rather than humane penology, so too was the decision to remove the South's forced labor pool from private enterprise and give it to the "people" in the interest of a more public notion of economic development.<sup>12</sup>

The interwoven economy of road improvement and prison labor expanded on previous stages of industrialization. The development of transport infrastructure and logistics was a precondition for the shipping of slaves across the Atlantic, and was the primary purpose of the slave and convict leased labor used to build U.S. railroads. The transition to chain gang labor extended this genealogy, adapting it to the development of publicly owned infrastructure.

5 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, 177.

6 Alex Lichtenstein, "Good Roads and Chain Gangs in the Progressive South: 'The Negro Convict is a Slave,'" *The Journal of Southern History* 59, no. 1 (1993): 87.

7 William L. Spoon, "Road Work and the Convict," *Southern Good Roads* 2 (November 1910): 15.

8 Kim Gilmore, "Slavery and Prisons: Understanding the Connections," *History Is A Weapon*, accessed January 6, 2016, <http://www.historyisaweapon.com/defcon1/gilmoreprisonslavery.html>.

9 Lichtenstein, *Twice the Work of Free Labor*, 158.

10 Eugene C. Branson, "Eugene Cunningham Branson Papers, Correspondence," *Journal of Labor* (July 17, 1908): 4.

11 Naomi Murakawa, *The First Civil Right: How Liberals Built Prison America* (New York: Oxford, 2014), 26.

12 Lichtenstein, "Good Roads and Chain Gangs," 106.

The rate of incarceration in the U.S. remained at approximately 110 people per 100,000 from 1925 to 1973.<sup>13</sup> Following the passage of the Omnibus Crime Control and Safe Streets Act of 1968 signed by President Johnson and the Drug Abuse Prevention and Control Act of 1970 signed by President Nixon, the scale of prison development and the rate of incarceration increased dramatically. By 2014 the rate of incarceration had risen to 612 people per 100,000.<sup>14</sup> Despite the rhetoric of colorblindness, the administration of racialized law has effectively maintained racial order. In 2014, an estimated 539,500 black people made up the racial majority of the 1,561,500 people in federal and state prisons in the United States, and were incarcerated at over five times the rate of whites.<sup>15</sup> Ruth Wilson Gilmore writes that the development of prisons in California beginning in the 1970s served to utilize the state's nonproductive surpluses of "finance capital, land, labor, and state capacity."<sup>16</sup> As inert overaccumulation, the stasis of these surpluses constituted an impending crisis. The "prison fix," as Gilmore terms it, financed prison construction through government issued bonds. California avoided crisis by developing "public markets for private capital" that would use its surplus to fuel the expansion of its prison system.<sup>17</sup>

Through an increasing set of capitalizations, people in prison have become part of a nexus of government economic interests. While inmates serve as captive consumers to various private suppliers, many jails and state prisons also impose pay-to-stay fees. These daily fees incurred for residing at the institution can range from \$1 to \$142.<sup>18</sup> These fees often outweigh the wages of typical work programs, forming a debt that is immediately up for collection upon release.<sup>19</sup> Outside of prison, formerly incarcerated drug felons are denied welfare benefits and food stamps. In 2013, 37 states imposed some form of restrictions on access to Temporary Assistance for Needy Families (TANF) welfare benefits for drug felons, and 34 states imposed some form of restrictions on access to Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) food stamps for drug felons.<sup>20</sup>

State-use laws still prescribe U.S. federal and state prison institutions as the primary conduits of inmate labor.<sup>21</sup> In 2005, the Bureau of Justice Statistics recorded that

13 Bureau of Justice Statistics, *Sourcebook of Criminal Justice Statistics* (Washington, DC: Department of Justice, 1925-1973).

14 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014* (Washington, DC: Department of Justice, 2014), 1.

15 Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, 15.

16 Ruth Wilson Gilmore, *Golden Gulag: Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California* (Berkeley: University of California, 2007), 57.

17 Gilmore, *Golden Gulag*, 63.

18 Lauren-Brooke Eisen, "Paying for Your Time: How Charging Inmates Fees Behind Bars May Violate the Excessive Fines Clause," Brennan Center for Justice, modified July 31, 2014, <https://www.brennancenter.org/analysis/paying-your-time-how-charging-inmates-fees-behind-bars-may-violate-excessive-fines-clause>.

19 "By 1988, forty-eight states authorized some form of correctional fees. Room and board fees grew rapidly in the second half of the 1980s, becoming even more common in the 1990s and into the 21st century. By 2004, approximately one-third of county jails and more than fifty percent of state correctional systems had instituted "pay-to-stay" fees, charging inmates for their own incarceration." Eisen, "Paying for Your Time."

20 The 1996 Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act welfare reform "...imposed a denial of federal benefits to people convicted in state or federal courts of felony drug offenses. The ban is imposed for no other offenses but drug crimes. Its provisions that subject individuals who are otherwise eligible for receipt of SNAP or TANF benefits to a lifetime disqualification applies to all states unless they act to opt out of the ban." Marc Mauer and Virginia McCalmont, *A Lifetime of Punishment: The Impact of the Felony Drug Ban on Welfare Benefits* (Washington D.C.: The Sentencing Project, 2013), 1-2.

21 Passed in 1979, the Prison Industry Enhancement Certification Program currently allows participating states, 38 prison systems in total, to establish joint ventures in which inmates work for private corporations (Bureau of Justice Assistance, *Prison Industry Enhancement Certification Program* [Washington, D.C.: Department of Justice, 2012], 4). The majority of private prison contracts reviewed by In The Public Interest include occupancy guarantees of 80-100% (In the Public Interest, *Criminal: How Lockup Quotas and "Low-Crime Taxes" Guarantee Profits for Private Prison Corporations* [Washington D.C.: In The Public Interest, 2013], 6). However, the PIECP includes only 5000 prisoners out of the total 1.5 million prisoners (Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities* [Washington, D.C.: Department of Justice, 2005], Appendix table 16).

775,469 of the 1,321,685 people in public prisons (not including jails) worked in prison industries, institutional support services, public works, farming or other forms of labor.<sup>22</sup> Many state codes have work requirements or options for requirement.<sup>23</sup> New York correctional code states: “The commissioner and the superintendents and officials of all penitentiaries in the state may cause inmates in the state correctional facilities and such penitentiaries who are physically capable thereof to be employed for not to exceed eight hours of each day other than Sundays and public holidays.”<sup>24</sup>

The state-use of prisoner labor does not result in publicly traded profit, but rather in savings. The savings function of the neoliberal state is a reflection of governance modeled after business. In New York State, inmates provide savings on the basis that they are paid \$0.10 to \$1.14 an hour.<sup>25</sup> This reduced labor cost does not appear as an increased profit margin, but is dispersed as savings on the cost of the products and services rendered to the state and as revenue intended to offset the operating budget of the Department of Corrections and Community Supervision. The savings provided by the state-use of inmate labor describes a discrete dependence between the state’s correctional and economic systems. Without profits or direct comparison to market rates, it is difficult to quantify the total savings that inmate labor provides the state.<sup>26</sup>

In the early 1990s, many states began to expand the savings function of inmate labor by offering commodities made in state prison industry facilities to private nonprofit organizations within the same state. New York added this provision to its correctional code in 1991.<sup>27</sup> Nonprofit partnerships often serve a savings function themselves, allowing the state to carry out operations through grants or contracts without having to maintain full-time or unionized staff. The savings function is a form of austerity that may be more efficacious than profit. These savings, as absences of costs and information, operate as financial and rhetorical instruments of governmental opacity.

91020000 is the customer number assigned to Artists Space, a nonprofit art institution in New York State, upon registering with Corcraft; the market name for the New York State Department of Corrections and Community Supervision, Division of Industries. Corcraft’s mission is: “to employ inmates in real work situations producing quality goods and services at competitive prices, delivered on time as required by the State of New York and its subsidiaries at no cost to the taxpayer.”<sup>28</sup> By law, Corcraft can only sell to government agencies (including other states) at the state and local levels, schools and universities, courts and police departments, and certain nonprofit organizations.

---

This work was exhibited as 91020000 at Artists Space, New York, January 16 – March 13, 2016. This work is the result of policies in the United States that govern incarceration, nonprofit institutions, and finance. The processes of savings and accumulation that these laws facilitate are not limited to the United States. Property interests in U.S. chattel slavery were neither established by nor limited to U.S. citizens. These interests incepted by the transatlantic slave trade were sustained by the international consumption of products produced by slaves, and the formation of commodity futures in Europe. Current municipal bonds sold for U.S. prison development are available to any investor.

Private prisons hold 8.4% of this total prison population (Bureau of Justice Statistics, *Prisoners in 2014*, 15).

22 Bureau of Justice Statistics, *Census of State and Federal Correctional Facilities* (Washington, DC: Department of Justice, 2005), Appendix table 16.

23 Extensive case law, most recently *Sanders v. Hayden*, 544 F.3d 812, 814 (7th Cir.2008), has ruled that inmates are not employees of the state and are not protected by the Fair Labor Standards Act.

24 New York Correctional Code § 171.

25 Michael Virtanen, “For Low Pay and a Chance, Inmates get to Work,” Bloomberg Businessweek, last modified February 13, 2012, <http://www.businessweek.com/ap/financialnews/D9SSIB180.htm>.

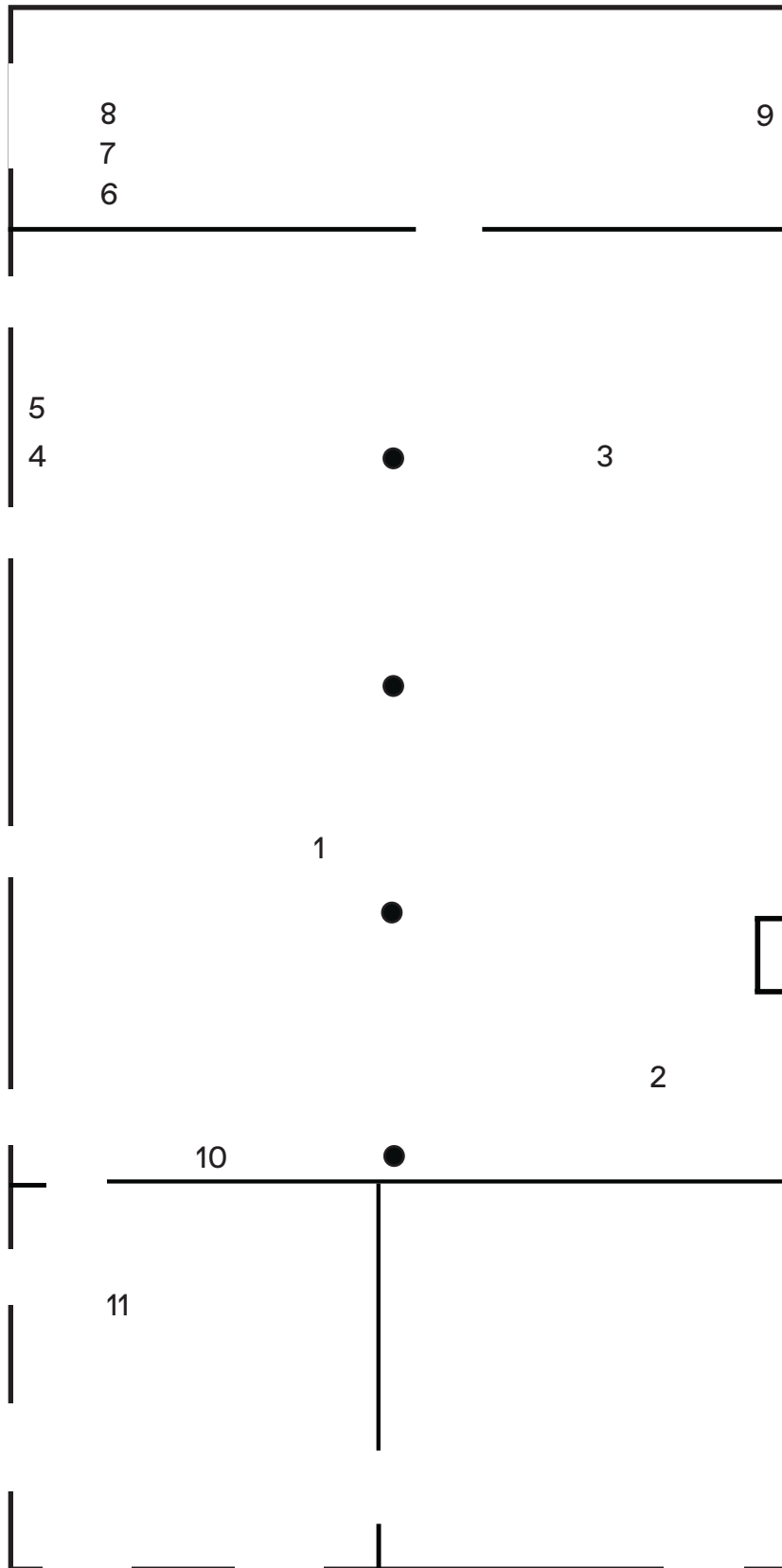
26 As Corcraft is a New York State Preferred Source, government agency customers do not conduct a price comparison. This is ostensibly because Corcraft offers the lowest prices on all the products it provides.

27 New York Correctional Code § 171.

28 “Who We Are,” Corcraft, accessed January 6, 2016, <http://www.corcraft.org/webapp/wcs/stores/servlet/WhoWeAreView?langId=1&storeId=10001&catalogId=10051>.







## Oeuvres

### *Partnership, 2016*

Inscription client chez Corcraft

91020000 est le numéro de client attribué à l'association à but non-lucratif Artists Space lors de son inscription chez Corcraft, l'appellation commerciale du New York State Department of Corrections and Community Supervision, Division of Industries. Les lois pénitentiaires de nombreux états obligent les détenus à travailler, notamment pour l'établissement où ils sont incarcérés, en dehors de ses murs, ou encore à la manufacture de produits industriels bon marché destinés à l'État.

En vertu de la loi, Corcraft ne peut vendre ses produits qu'aux agences gouvernementales (dont celles situées dans d'autres États), au niveau fédéral et local, notamment aux écoles et aux universités, aux tribunaux et aux différentes préfectures de police ainsi qu'à certaines organisations à but non-lucratif. La relation commerciale entre Artists Space et Corcraft est codée par ce numéro.

1

### *Attica Series Desk, 2016*

Acier thermolaqué, bois aggloméré contreplaqué, distribué par Corcraft

152,4 × 181,6 × 73 cm

Location au prix d'achat

Les bureaux Attica (Attica Series Desk) sont confectionnés par les prisonniers du centre correctionnel d'Attica. Du 9 au 13 septembre 1971, les détenus de cet établissement prirent le contrôle de la cour de son bâtiment D. Aussitôt, ils exigèrent l'amnistie et rédigèrent une liste de propositions concrètes dont le premier point demandait que « le revenu minimum applicable dans l'État de New York soit étendu aux établissements pénitenciers ». Actuellement, dans les prisons de l'État de New York, les détenus gagnent entre 0,10\$ et 1,14\$ de l'heure. Les détenus d'Attica produisent des meubles destinés aux différents bureaux gouvernementaux du pays ; les administrations gouvernementales dépendent donc de la main-d'œuvre carcérale pour l'ameublement de leurs locaux.

2

### *Leveler (Extension) Rings for Manhole Openings, 2016*

Fonte d'aluminium, palette, distribué par Corcraft

300 × 322,6 × 27,9 cm

Location au prix d'achat

Les bagues de plaques d'égout sont fondues au centre correctionnel d'Elmira par les détenus. Au moment de repaver les routes, elles permettent de niveler la bouche d'égout et, de la sorte, de maintenir lisse et régulière la surface du bitume. Inscrit aujourd'hui encore à de nombreux programmes de travail pénitentiaires, l'aménagement des routes publiques joua un rôle essentiel lors de la transition du système de location de main-d'œuvre carcérale à celui du « chain gang ». Actif public, la route reste synonyme de développement économique.

3

### *New York State Unified Court System, 2016*

Bois de chêne, distribué par Corcraft

419 × 146 × 91,4 cm

Location au prix d'achat

Partout dans l'État de New York, les tribunaux utilisent des bancs fabriqués par les prisonniers de l'établissement carcéral de Green Haven. Au fil du prononcé des peines, la cour se renouvelle donc matériellement grâce au travail de ceux qu'elle condamne.

4

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Combinaison anti-feu Nomex, distribuée par CALPIA

127 × 33 × 20,3 cm

Location au prix d'achat

« Le Department of Corrections exigera de chaque prisonnier valide détenu dans une prison d'État que chaque jour de sa détention il ou elle effectue loyalement le nombre d'heures de travail prescrits par le Juge de l'application des peines selon les statuts de l'établissement (Director of Corrections). » - Code pénal californien § 2700.

CC35933 est le numéro de client attribué à l'association à but non-lucratif California College of the Arts au moment de son enregistrement chez CALPIA, l'appellation commerciale du California Department of Corrections and Rehabilitation, Prison Industry Authority. Les détenus qui travaillent pour CALPIA fabriquent des combinaisons oranges anti-feu en Nomex pour les 4300 prisonniers de l'Etat qui combattent les feux de forêt.

5

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Combinaison anti-feu Nomex, distribuée par CALPIA

127 × 33 × 20,3 cm

Location au prix d'achat

« Le Department of Corrections exigera de chaque prisonnier valide détenu dans une prison d'Etat que chaque jour de sa détention il ou elle effectue loyalement le nombre d'heures de travail prescrits par le Juge de l'application des peines selon les statuts de l'établissement (Director of Corrections). » - Code pénal californien § 2700.

CC35933 est le numéro de client attribué à l'association à but non-lucratif California College of the Arts au moment de son enregistrement chez CALPIA, l'appellation commerciale du California Department of Corrections and Rehabilitation, Prison Industry Authority. Les détenus qui travaillent pour CALPIA fabriquent des combinaisons jaunes anti-feu en Nomex pour les citoyens libres de l'Etat qui se sont engagés à combattre les feux de forêt.

6

*Insurance, 2016*

Barres d'arrimage pour conteneur, certificats de Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 ou 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Au début du XVIIIème siècle les Lloyd's de Londres avaient le monopole de l'assurance marine sur le marché des esclaves. Première société de classification, Lloyd's Register fut créée en 1760 afin de fournir une estimation professionnelle de la qualité des navires. La classification du navire permet une évaluation plus précise de sa fiabilité. Comme d'autres sociétés de classification, Lloyd's Register continue d'inspecter les navires de commerce et leurs équipements. Les barres d'arrimage retiennent physiquement les marchandises sur le pont du navire ; leur évaluation est effectuée afin de s'assurer de la valeur des biens sans prendre en compte leur disparition éventuelle lors du transport.

7

*Insurance, 2016*

Barres d'arrimage pour conteneur, certificats de Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 ou 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Au début du XVIIIème siècle les Lloyd's de Londres avaient le monopole de l'assurance marine sur le marché des esclaves. Première société de classification, Lloyd's Register fut créée en 1760 afin de fournir une estimation professionnelle de la qualité des navires. La classification du navire permet une évaluation plus précise de sa fiabilité. Comme d'autres sociétés de classification, Lloyd's Register continue d'inspecter les navires de commerce et leurs équipements. Les barres d'arrimage retiennent physiquement les marchandises sur le pont du navire ; leur évaluation est effectuée afin de s'assurer de la valeur des biens sans prendre en compte leur disparition éventuelle lors du transport.

F

*Insurance, 2016*

Barres d'arrimage pour conteneur, certificats de Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 ou 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle les Lloyd's de Londres avaient le monopole de l'assurance marine sur le marché des esclaves. Première société de classification, Lloyd's Register fut créée en 1760 afin de fournir une estimation professionnelle de la qualité des navires. La classification du navire permet une évaluation plus précise de sa fiabilité. Comme d'autres sociétés de classification, Lloyd's Register continue d'inspecter les navires de commerce et leurs équipements. Les barres d'arrimage retiennent physiquement les marchandises sur le pont du navire ; elles sont elles-mêmes certifiées par Lloyd's Register afin d'assurer la valeur des marchandises transportées même en cas de perte.

*Disgorgement, 2016*

Trust à but d'indemnisation, Actions Aetna

Comme d'autres compagnies d'assurance, Aetna fournissait des polices « esclave », qui étaient des contrats de type assurance vie et assurance manque à gagner. Les propriétaires les contractaient sur la vie de leurs esclaves et recevaient par conséquent des dédommagements ; partiels si ces derniers étaient blessés, entiers en cas de décès. Un décès ou des blessures résultant des coups infligés par le propriétaire ne pouvaient donner lieu à un remboursement. Aetna reste en possession des profits réalisés grâce à ces contrats.

En 1989, le membre du Congrès John Conyers (élu du Michigan) a présenté pour la première fois le Projet de loi du Congrès H.R. 40 (Congressional Bill H.R. 40), qui proposait « de nommer une commission d'étude de projets d'indemnisations afin de recommander des solutions adaptées aux Africain-Américains en compensation de l'esclavage et des discriminations qu'ils vécurent dans les colonies et aux Etats-Unis de 1619 et jusqu'à ce jour ». Le projet de loi prévoyait la création d'une commission d'études en charge notamment de décider si des excuses officielles doivent être présentées aux victimes, si des indemnités sont dues, quelles formes prendraient ces dernières le cas échéant et qui en seraient les bénéficiaires. Depuis 1989, John Conyers a réintroduit cette proposition lors de chaque nouvelle session du Congrès. En 1999-2000, le projet de loi avait obtenu le parrainage de 48 parlementaires. À l'heure actuelle il n'en dispose d'aucun.

En 2000, l'État de Californie adopta la loi SB 2199 exigeant de chaque compagnie d'assurance active dans cet État qu'elle rende officiel l'ensemble des documents relatifs aux polices d'assurance sur les esclaves émises précédemment par elle ou par ses filiales. En 2002, l'avocate Deadria Farmer-Paellmann a déposé la première plainte en recours collectif réclamant la restitution des profits tirés de l'esclavage par 17 institutions financières contemporaines, dont Aetna, Inc. Se fondant sur le droit de propriété, Farmer-Paellmann développa l'argument que ces institutions s'étaient injustement enrichies sur le dos d'esclaves, qui n'avaient reçu aucune compensation, et n'avaient à aucun moment accepté cette absence de compensation. L'avocate a demandé que les bénéfices et la plus-value réalisés par ces sociétés soient restitués aux descendants d'esclaves.

Le trust à but d'indemnisations (Reparations Purpose Trust) prévoit une conditionnalité entre le report d'entrée en vigueur de la loi et la croissance de la société. Le but général de ce trust est « d'acquérir et d'administrer des actions d'Aetna, Inc. et de conserver celles-ci jusqu'à la date effective à laquelle une branche du gouvernement des États-Unis se prononcera en faveur d'un dédommagement financier en réparation de la période d'esclavage et qui comprendra entre autre la promulgation puis l'adoption de toutes les recommandations indiquées dans le projet de loi H.R. 40 Commission to Study Reparation Proposals for African-Americans Act. » Enregistré dans l'État du Delaware, ce trust n'est pas limité dans le temps et n'a aucun bénéficiaire enregistré.

Les fonds initiaux du trust à but d'indemnisations consistent en 90 actions Aetna. Dans l'hypothèse de dédommagements réglés par l'État, le trust sera dissout, ses actions seront liquidées et leur produit sera versé à l'agence fédérale en charge des compensations, en tant qu'addendum de l'entreprise à ces virements. Le constituant du trust est Artists Space, son

administrateur est Michael M. Gordon et son exécutif Cameron Rowland. Comme son constituant est une association à but non-lucratif, le trust à but d'indemnisations est exempté d'impôts.

10

*National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association Badges, 2016*

3,2 x 3,2 cm et 3,2 x 3,2 cm

Métal

En 1898, deux anciens esclaves, I.H. Dickerson et Callie House, créent la National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association. Il s'agit de l'une des premières associations à réclamer une indemnisation pour les anciens esclaves. Les membres recevaient des badges ainsi que des certificats d'adhésion. Le certificat stipulait :

« Après paiement des 50 cents de frais d'adhésion par lesquels l'adhérent contribue au travail du mouvement pour que soit votée l'Ex-Slave Bounty and Pension Bill, projet de loi présenté le 17 février à la 57<sup>ème</sup> Chambre des représentants des Etats-Unis par l'Honorable E.S. Blackburn de Caroline du Nord le détenteur de ce Certificat accepte de payer mensuellement dix cents à l'association de quartier Aid the Sick and Bury the Dead. Par le présent document je déclare être né(e) esclave à \_\_\_\_\_ et avoir le droit à tous les dédommagements prévus par ladite loi. »

Le badge à gauche a été découvert à Faison, en Caroline du Nord. Celui à droite à Vicksburg, en Virginie. Tous deux ont été vendus en 2015 par des antiquaires spécialisés dans les souvenirs de la Guerre de Sécession.

11

*2015 NCIA Directory, 2016*

100 réimpressions ont été vendues, 10\$ pièce

L'association privée à but non-lucratif The National Correctional Industries Association est en charge de la collecte de données sur les programmes industriels nationaux en milieu carcéral. Le NCIA Directory est la seule publication de statistiques annuelles sur le travail carcéral aux États-Unis. Ces données sont transmises aux membres de la NCIA uniquement, dont font partie les agences industrielles pénitentiaires ainsi que leurs fournisseurs. En conséquence, la distribution des rapports annuels sur les programmes en milieu carcéral est réduite.

Location au prix d'achat:

Les oeuvres d'art consistant en des articles produits par Corcraft ne sont pas à vendre, mais à louer au prix d'achat. Chaque oeuvre peut être louée pendant cinq ans au prix de production.



## Werke

### *Partnership, 2016*

Corcraft Kundenanmeldung

91020000 ist die Kundennummer, die der gemeinnützigen Organisation Artists Space nach Anmeldung bei Corcraft, dem Marktnamen für die Abteilung für Betriebe der New Yorker Strafvollzugsbehörde, zugewiesen wurde. Teil der Strafvollzugsgesetze zahlreicher US-Bundesstaaten sind Arbeitsanforderungen für Insassen; dies betrifft Dienstleistungen in und ausserhalb des Gefängnisses sowie die Produktion erschwinglicher Industriegüter für den Staat.

Laut Gesetz darf Corcraft die Produkte nur an Behörden (auch in anderen Staaten) auf staatlicher und lokaler Ebene, Schulen und Universitäten, Gerichte und Polizeibehörden sowie an bestimmte gemeinnützige Organisationen verkaufen. Die Nummer codiert die zwischen Artists Space und Corcraft hergestellte wirtschaftliche Beziehung.

1

### *Attica Series Desk, 2016*

Stahl, Pulverlackbeschichtung, beschichtete Spanplatte, vertrieben von Corcraft

152,4 x 181,6 x 73 cm

Miete zu Selbstkosten

Dieser Schreibtisch der „Attica-Reihe“ wird von Gefangenen in der Strafvollzugsanstalt Attica hergestellt. Vom 9. bis 13. September 1971 brachten Gefangene den Hof D des Attica-Gefängnisses unter ihre Kontrolle. Auf die unmittelbare Forderung der Gefangenen nach Amnestie folgte ganz oben auf ihrer Liste praktischer Vorschläge die Forderung nach Ausdehnung der Durchsetzung des „Mindestlohngesetzes des Staates New York State auf Gefängnisbetriebe.“ Insassen in Gefängnissen des Staates New York State werden gegenwärtig \$ 0,10 bis \$1,14 pro Stunde entschädigt. Insassen im Attica-Gefängnis stellen Möbel für Behördenbüros im ganzen Staat her. Diese Komponente der staatlichen Verwaltung stützt sich auf Gefangenenarbeit.

2

### *Leveler (Extension) Rings for Manhole Openings, 2016*

Aluminiumguss, Palette, vertrieben von Corcraft

300 x 322,6 x 27,9 cm

Miete zu Selbstkosten

Ausgleichsringe für Kanaldeckel werden von Gefangenen der Strafvollzugsanstalt Elmira gegossen. Werden Strassen neu asphaltiert, dienen die Ringe dazu, die Höhe des Kanalisationsschachts der Dicke der neuen Asphaltsschicht anzupassen, damit eine ebene Strassenoberfläche gewahrt bleibt. Die Arbeit an öffentlichen Strassen, die beim Übergang von der Strafgefangenenverpachtung zur Strafkolonie eine wichtige Rolle spielte, ist in zahlreichen Gefangenenarbeitsprogrammen weiterhin vorgesehen. Die Strasse ist öffentliches Gut und entscheidend für die wirtschaftliche Entwicklung.

3

### *New York State Unified Court System, 2016*

Eichenholz, vertrieben von Corcraft

419 x 146 x 91,4 cm

Miete zu Selbstkosten

Gerichtssäle im ganzen Staat New York benutzen Bänke, die von Gefangenen in der Strafvollzugsanstalt Green Haven hergestellt werden. Das Gericht reproduziert sich selbst in materiellem Sinn durch die Arbeit derer, die es bestraft.



4

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Nomex-Feuerschutzjacken, vertrieben von CALPIA

127 × 33 × 20,3 cm

Miete zu Selbstkosten

„Die Strafvollzugsbehörde ist verpflichtet, von jedem körperlich tauglichen Gefangenen in jedem staatlichen Gefängnis täglich für die Dauer seiner oder ihrer Haftzeit eine Stundenzahl gewissenhafter Arbeit zu verlangen, wie die Regeln und Bestimmungen des Leiters des Strafvollzugs diese vorschreiben.“ – Strafgesetzbuch des Staates Kalifornien § 2700.

CC35933 ist die Kundennummer, die der gemeinnützigen Organisation California College of the Arts nach Anmeldung bei CALPIA, dem Marktnamen für die Abteilung für Betriebe der Strafvollzugsbehörde des Staates Kalifornien, zugewiesen wurde.

Für CALPIA arbeitende Insassen stellen orangefarbene Nomex-Feuerschutzjacken für die 4300 in der Brandbekämpfung im freien Gelände eingesetzten Gefängnisinsassen des Staates her.

5

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Nomex-Feuerschutzjacken, vertrieben von CALPIA

127 × 33 × 20,3 cm

Miete zu Selbstkosten

„Die Strafvollzugsbehörde ist verpflichtet, von jedem körperlich tauglichen Gefangenen in jedem staatlichen Gefängnis täglich für die Dauer seiner oder ihrer Haftzeit so viele Stunden gewissenhafter Arbeit zu verlangen, wie dies die Regeln und Bestimmungen des Leiters des Strafvollzugs vorschreiben.“ – Strafgesetzbuch des Staates Kalifornien § 2700.

CC35933 ist die Kundennummer, die der gemeinnützigen Organisation California College of the Arts nach Anmeldung bei CALPIA, dem Marktnamen für die Abteilung für Betriebe der Strafvollzugsbehörde des Staates Kalifornien, zugewiesen wurde.

Für CALPIA arbeitende Insassen stellen gelbe Nomex-Feuerschutzjacken für die in der Brandbekämpfung im freien Gelände eingesetzten freien Bürger des Staates her.

6

*Insurance, 2016*

Container-Zurrstangen, Zertifikate von Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 oder 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Spätestens im frühen 18. Jahrhundert verfügte Lloyd's of London über ein Monopol in der Seeverversicherung des Sklavenhandels. Lloyd's Register wurde 1760 als erste Klassifikationsgesellschaft gegründet mit dem Ziel, Versicherern Informationen zur Qualität von Seefahrzeugen verfügbar zu machen. Die Klassifikation eines Schiffs ermöglicht eine genauere Risikobewertung. Lloyd's Register und andere Klassifikationsgesellschaften begutachten und zertifizieren auch heute noch Seefahrzeuge und deren Ausrüstung. Mit Hilfe von Zurrgerät werden Güter am Deck des Schiffs befestigt; die Zertifizierung des Schiffes erfolgt, um den Wert der Güter unabhängig von ihrem möglichen Verlust zu versichern.

7

*Insurance, 2016*

Container-Zurrstangen, Zertifikate von Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 oder 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Spätestens im frühen 18. Jahrhundert verfügte Lloyd's of London über ein Monopol in der Seeverversicherung des Sklavenhandels. Lloyd's Register wurde 1760 als erste Klassifikationsgesellschaft gegründet mit dem Ziel, Versicherern Informationen zur Qualität von Seefahrzeugen verfügbar zu machen. Die Klassifikation eines Schiffs ermöglicht eine genauere Risikobewertung. Lloyd's Register und andere Klassifikationsgesellschaften begutachten und zertifizieren auch heute noch Seefahrzeuge und deren Ausrüstung. Mit Hilfe von Zurrgerät werden Güter am Deck des Schiffs befestigt; die Zertifizierung des Schiffes erfolgt, um den Wert der Güter unabhängig von ihrem möglichen Verlust zu versichern.

*Insurance, 2016*

Container-Zurrstangen, Zertifikate von Lloyd's Register

259 × 243,8 × 22,9 oder 378,5 × 45,7 × 11,4 cm

Spätestens im frühen 18. Jahrhundert verfügte Lloyd's of London über ein Monopol in der Seeversicherung des Sklavenhandels. Lloyd's Register wurde 1760 als erste Klassifikationsgesellschaft gegründet mit dem Ziel, Versicherern Informationen zur Qualität von Seefahrzeugen verfügbar zu machen. Die Klassifikation eines Schiffs ermöglicht eine genauere Risikobewertung. Lloyd's Register und andere Klassifikationsgesellschaften begutachten und zertifizieren auch heute noch Seefahrzeuge und deren Ausrüstung. Mit Hilfe von Zurrgerät werden Güter am Deck des Schiffs befestigt; die Zertifizierung des Schiffes erfolgt, um den Wert der Güter unabhängig von ihrem möglichen Verlust zu versichern.

*Disgorgement, 2016*

Zwecktreuhandfonds für Entschädigungsleistungen, Aetna-Aktien

Aetna und andere Versicherungsgesellschaften stellten Sklaven-Versicherungspolice aus, bei denen es sich eine Kombination von Sach- und Lebensversicherung handelte. Sklavenhalter schlossen diese Polices auf das Leben von Sklaven ab und die Versicherung zahlte bei Beschädigung des Sklaven eine Teilzahlung und beim Tod des Sklaven die volle Versicherungssumme. In Fällen, in denen der Tod oder Schaden durch den Sklavenhalter verursacht wurde, bestand kein Versicherungsanspruch. Die aus diesen Polices erwachsenen Gewinne sind innerhalb des Aetna-Konzerns nach wie vor intakt.

Im Jahr 1989 brachte der Abgeordnete John Conyers aus Michigan zum ersten Mal die Gesetzesvorlage H.R. 40 in den US-Kongress ein, die „eine Kommission zum Studium von Wiedergutmachungsvorschlägen für Afroamerikaner“ einrichten sollte, „um die Sklavenhaltung und Diskrimination in den Kolonien und den Vereinigten Staaten von 1619 bis heute zu untersuchen und geeignete Abhilfemassnahmen vorzulegen und zu empfehlen.“ Das Gesetz sollte eine Untersuchungskommission berufen, die neben anderen Aufgaben auch Empfehlungen machen sollte, ob eine offizielle Entschuldigung für die Sklaverei geschuldet sei, ob Entschädigungsleistungen geschuldet seien, welche Form solche Entschädigungsleistungen zu haben hätten und wer ihre Empfänger sein sollten. Conyers hat die Gesetzesvorlage seither in jeder Sitzungsperiode des US-Kongresses von Neuem eingebracht. Die Gesetzesvorlage wurde 1999–2000 von 48 Abgeordneten miteingereicht. Gegenwärtig gibt es keine Abgeordneten, die sie miteinreichen wollen.

Im Jahr 2000 verabschiedete der Staat Kalifornien das Gesetz SB 2199, das von sämtlichen im Staat Kalifornien unternehmerisch tätigen Versicherungsunternehmen verlangte, Unterlagen zu von diesen Unternehmen oder deren Muttergesellschaften in der Vergangenheit ausgestellten Sklavenpolices zu veröffentlichen. 2002 reichte eine Rechtsanwältin namens Deadria Farmer-Paellmann die erste Sammelklage zu Unternehmensentschädigungsleistungen ein, um von 17 heute tätigen Finanzinstituten einschliesslich Aetna, Inc., die von der Sklaverei profitiert haben, eine Abschöpfung von Vermögensvorteilen zu verlangen. Farmer-Paellmann verfolgte sachenrechtliche Ansprüche mit der Begründung, dass diese Institute unrechtmässig bereichert worden seien durch Sklaven, die weder entschädigt worden seien noch jeweils einer Nichtentschädigung zugestimmt hätten. Farmer-Paellmann forderte, dass diese Profite und Gewinne von den besagten Unternehmen abgeschöpft und an Nachkommen von Sklaven gehen sollten.

Der „Reparations Purpose Trust“ oder „Zwecktreuhandfonds für Entschädigungsleistungen“ bildet eine Konditionalität zwischen dem Zeitpunkt der Stundung und fortgesetztem Unternehmenswachstum. Allgemeiner Zweck dieses Treuhandfonds ist es, „Anteile an Aetna, Inc. zu erwerben und zu verwalten und solche Anteile zu behalten bis zum Datum des Inkrafttretens etwaiger behördlicher Massnahmen einer der US-Regierungsgewalten zur Zahlung von Entschädigungsleistungen für Sklaverei, einschliesslich aber nicht beschränkt auf die Verfügung und anschliessende Verabschiedung etwaiger Empfehlungen gemäss Gesetzesvorlage H.R. 40 – Kommission zum Studium von Wiedergutmachungsvorschlägen für Afro-Amerikaner“. Als ein im US-Bundesstaat Delaware eingetragener Zwecktreuhandfonds kann

dieser Trust ohne ausdrücklich genannte Begünstigte unbegrenzt fortbestehen.

Der Anfangsbestand des Reparations Purpose Trust besteht aus 90 Aetna-Anteilen. Im Fall, dass vom Bund Entschädigungsleistungen gezahlt werden, wird der Treuhandfonds aufgelöst und seine Anteile werden abgewickelt und der mit den Ausschüttungen betrauten Bundesbehörde als unternehmerischen Zusatz zu jenen Zahlungen zugestanden. Gründer des Reparations Purpose Trust ist Artists Space, Treuhänder ist Michael M. Gordon und Vollstrecker ist Cameron Rowland. Der Reparations Purpose Trust ist aufgrund des Status der Gemeinnützigkeit seines Gründers von der Steuer befreit.

10

*National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association Badges, 2016*

3,2 × 3,2 cm und 3,2 × 3,2 cm

Weissmetall

Die National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association (Nationaler Verband für gegenseitige Unterstützung, Wohltätigkeit und Ruhegeld der Ex-Sklaven) wurde 1898 von den Ex-Sklaven I.H. Dickerson und Callie House gegründet. Der Verband war eine der ersten Organisationen, die sich für Wiedergutmachung für Ex-Sklaven einsetzte. Mitglieder erhielten Abzeichen und Mitgliedschaftsurkunden. Die Urkunde bescheinigt die Mitgliedschaft:

„... nach Zahlung des Mitgliedsbeitrags i.H.v. 50 Cents zur Unterstützung der Bewegung bei ihren Bemühungen, die Verabschiedung des ‚Ex-Slave Bounty and Pension Bill‘ genannten Gesetzentwurfs zu erwirken, der am 17. Februar von dem Ehrenwerten E.S. Blackburn von North Carolina dem 57. Repräsentantenhaus der Vereinigten Staaten von Amerika vorgelegt wurde. Der Inhaber dieser Urkunde ist einverstanden, dem örtlichen Verband monatlich zehn Cents für die Krankenhilfe und die Bestattung der Toten zu zahlen. Ich bezeuge hiermit, dass ich in \_\_\_\_\_ als Sklave geboren bin und Anspruch auf alle im Gesetzentwurf enthaltenen Leistungen habe.“

Das Abzeichen links wurde in Faison, North Carolina, und das Abzeichen rechts in Vicksburg, Virginia, ausgegraben. Beide wurden 2015 von Bürgerkriegsmemorabilienhändlern verkauft.

11

*2015 NCIA Directory, 2016*

100 Nachdrucke, die je zu \$10 verkauft wurden

Die Datenerhebung von staatlichen Gefängnisbetriebsprogrammen wird durch die private, gemeinnützige Organisation The National Correctional Industries Association (Nationaler Verband der Justivollzugsbetriebe) verwaltet. Das NCIA-Verzeichnis ist die einzige Veröffentlichung jährlicher Statistiken zur Gefangenenarbeit in den USA. Diese Information wird ausschliesslich für Mitglieder der NCIA bereitgestellt, zu denen Justizvollzugsämter wie auch deren Lieferanten gehören. Die Verbreitung der Jahresberichte für US-Gefängnisbetriebsprogramme ist deshalb begrenzt.

Miete zu Selbstkosten:

Die Kunstwerke aus der Corcraft Produktion sind mit der Erwähnung «Miete zu Selbstkosten» angegeben und stehen nicht zum Verkauf. Jedes dieser Kunstwerke kann für fünf Jahre für die zur Produktion notwendigen Gesamtkosten von Corcraft gemietet werden.



## Works

### *Partnership, 2016*

Corcraft customer registration

91020000 is the customer number assigned to Artists Space, a nonprofit art institution in New York State, upon registering with Corcraft, the market name for the New York State Department of Corrections and Community Supervision, Division of Industries. Many state correctional codes have work requirements for inmates, which include providing services within the prison, services outside the prison, and producing affordable industrial commodities for the state.

By law, Corcraft can only sell to government agencies (including other states) at the state and local levels, schools and universities, courts and police departments, and certain nonprofit organizations. This number encodes the trade relationship established between Artists Space and Corcraft.

1

### *Attica Series Desk, 2016*

Steel, powder coating, laminated particleboard, distributed by Corcraft

60 × 71.5 × 28.75 inches

Rental at cost

The Attica Series Desk is manufactured by prisoners in Attica Correctional Facility. Prisoners seized control of the D-Yard in Attica from September 9th to 13th 1971. Following the inmates' immediate demands for amnesty, the first in their list of practical proposals was to extend the enforcement of "the New York State minimum wage law to prison industries." Inmates working in New York State prisons are currently paid \$0.10 to \$1.14 an hour. Inmates in Attica produce furniture for government offices throughout the state. This component of government administration depends on inmate labor.

2

### *Leveler (Extension) Rings for Manhole Openings, 2016*

Cast aluminum, pallet, distributed by Corcraft

118 × 127 × 11 inches

Rental at cost

Manhole leveler rings are cast by prisoners in Elmira Correctional Facility. When roads are repaved, they are used to adjust the height of manhole openings and maintain the smooth surface of the road. Work on public roads, which was central to the transition from convict leasing to the chain gang, continues within many prison labor programs. The road is a public asset, instrumental to commercial development.

3

### *New York State Unified Court System, 2016*

Oak wood, distributed by Corcraft

165 × 57.5 × 36 inches

Rental at cost

Courtrooms throughout New York State use benches built by prisoners in Green Haven Correctional Facility. The court reproduces itself materially through the labor of those it sentences.

4

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Nomex fire suit, distributed by CALPIA

50 × 13 × 8 inches

Rental at cost

“The Department of Corrections shall require of every able-bodied prisoner imprisoned in any state prison as many hours of faithful labor in each day and every day during his or her term of imprisonment as shall be prescribed by the rules and regulations of the Director of Corrections.” – California Penal Code § 2700.

CC35933 is the customer number assigned to the nonprofit organization California College of the Arts upon registering with the CALPIA, the market name for the California Department of Corrections and Rehabilitation, Prison Industry Authority.

Inmates working for CALPIA produce orange Nomex fire suits for the state’s 4300 inmate wildland firefighters.

5

*1st Defense NFPA 1977, 2011, 2016*

Nomex fire suit, distributed by CALPIA

50 × 13 × 8 inches

Rental at cost

“The Department of Corrections shall require of every able-bodied prisoner imprisoned in any state prison as many hours of faithful labor in each day and every day during his or her term of imprisonment as shall be prescribed by the rules and regulations of the Director of Corrections.” – California Penal Code § 2700.

CC35933 is the customer number assigned to the nonprofit organization California College of the Arts upon registering with the CALPIA, the market name for the California Department of Corrections and Rehabilitation, Prison Industry Authority.

Inmates working for CALPIA produce yellow Nomex fire suits for the state’s non-inmate wildland firefighters.

6

*Insurance, 2016*

Container lashing bars, Lloyd’s Register certificates

102 × 96 × 11.5 or 149 × 18 × 4.5 inches

Lloyd’s of London monopolized the marine insurance of the slave trade by the early 18th Century. Lloyd’s Register was established in 1760 as the first classification society in order to provide insurance underwriters information on the quality of vessels. The classification of the ship allows for a more accurate assessment of its risk. Lloyd’s Register and other classification societies continue to survey and certify shipping vessels and their equipment. Lashing equipment physically secures goods to the deck of the ship, while its certification is established to insure the value of the goods regardless of their potential loss.

7

*Insurance, 2016*

Container lashing bars, Lloyd’s Register certificates

102 × 96 × 11.5 or 149 × 18 × 4.5 inches

Lloyd’s of London monopolized the marine insurance of the slave trade by the early 18th Century. Lloyd’s Register was established in 1760 as the first classification society in order to provide insurance underwriters information on the quality of vessels. The classification of the ship allows for a more accurate assessment of its risk. Lloyd’s Register and other classification societies continue to survey and certify shipping vessels and their equipment. Lashing equipment physically secures goods to the deck of the ship, while its certification is established to insure the value of the goods regardless of their potential loss.

E

8

*Insurance, 2016*

Container lashing bars, Lloyd's Register certificates

102 x 96 x 11.5 or 149 x 18 x 4.5 inches

Lloyd's of London monopolized the marine insurance of the slave trade by the early 18th Century. Lloyd's Register was established in 1760 as the first classification society in order to provide insurance underwriters information on the quality of vessels. The classification of the ship allows for a more accurate assessment of its risk. Lloyd's Register and other classification societies continue to survey and certify shipping vessels and their equipment. Lashing equipment physically secures goods to the deck of the ship, while its certification is established to insure the value of the goods regardless of their potential loss.

9

*Disgorgement, 2016*

Reparations Purpose Trust, Aetna Shares

Aetna, amongst other insurance companies, issued slave insurance policies, which combined property and life insurance. These policies were taken out by slave masters on the lives of slaves, and provided partial payments for damage to the slave and full payment for the death of the slave. Death or damage inflicted by the master could not be claimed. The profits incurred by these policies are still intact within Aetna.

In 1989 Congressman John Conyers of Michigan first introduced Congressional Bill H.R. 40, which would "Establish the Commission to Study Reparation Proposals for African Americans to examine slavery and discrimination in the colonies and the United States from 1619 to the present and recommend appropriate remedies." The bill would convene a research commission, that would, among other responsibilities, make a recommendation as to whether a formal apology for slavery is owed, whether reparations are owed, what form reparations would then take and who would receive them. Conyers has reintroduced the bill to every session of congress since then. This bill acquired 48 cosponsors in 1999-2000. Currently it has no cosponsors.

In 2000 the state of California passed the bill SB 2199, which required all insurance companies conducting business in the state of California to publish documentation of slave insurance policies that they or their parent companies had issued previously. In 2002 a lawyer named Deadria Farmer-Paellmann filed the first corporate reparations class-action lawsuit seeking disgorgement from 17 contemporary financial institutions including Aetna, Inc., which had profited from slavery. Farmer-Paellmann pursued property law claims on the basis that these institutions had been enriched unjustly by slaves who were neither compensated nor agreed to be uncompensated. Farmer-Paellman called for these profits and gains to be disgorged from these institutions to descendants of slaves.

The Reparations Purpose Trust forms a conditionality between the time of deferral and continued corporate growth. The general purpose of this trust is "to acquire and administer shares in Aetna, Inc. and to hold such shares until the effective date of any official action by any branch of the United States government to make financial reparations for slavery, including but not limited to the enactment and subsequent adoption of any recommendations pursuant to H.R. 40 – Commission to Study Reparation Proposals for African-Americans Act." As a purpose trust registered in the state of Delaware this trust can last indefinitely and has no named beneficiaries.

The initial holdings of Reparations Purpose Trust consists of 90 Aetna shares. In the event that federal financial reparations are paid, the trust will terminate and its shares will be liquidated and granted to the federal agency charged with distributions as a corporate addendum to these payments. The grantor of the Reparations Purpose Trust is Artists Space, its trustee is Michael M. Gordon, and its enforcer is Cameron Rowland. The Reparations Purpose Trust gains tax-exemption from its grantor's nonprofit status.

10

*National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association Badges, 2016*

1.25 × 1.25 inches and 1.25 × 1.25 inches

Pot metal

The National Ex-Slave Mutual Relief, Bounty and Pension Association was founded in 1898 by ex-slaves I.H. Dickerson and Callie House. It was one of the first organizations to advocate for ex-slave compensation. Members were provided with badges and certificates of membership. The certificate of membership read:

“Having paid the membership fee of 50 cents to aid the movement in securing the passage of the Ex-Slave Bounty and Pension Bill, as introduced February 17th, to the 57th House of Representative of The United States by the Hon. E.S. Blackburn of N. C. The holder of this Certificate agrees to pay ten cents per month to the local association to Aid the Sick and Bury the Dead. I hereby testify that I was born a slave in \_\_\_\_\_ and am entitled to all the benefits included in said Bill.”

The badge on left was dug in Faison, North Carolina. The badge on the right was dug in Vicksburg, Virginia. Both were sold in 2015 by Civil War memorabilia dealers.

11

*2015 NCIA Directory, 2016*

100 reprints were sold for \$10 each

The collection of data from state prison industry programs is administered by the private, nonprofit organization The National Correctional Industries Association. The NCIA Directory is the only publication of annual statistics on U.S. prison labor. This information is provided exclusively to NCIA members, which include prison industry agencies as well as their suppliers. As a result annual reports for U.S. prison industry programs have limited distribution.

Rental at cost:

The artworks consisting of Corcraft products are indicated as “Rental at cost” and are not for sale. Each of these artworks may be rented for 5 years for the total cost of the Corcraft products that constitute it.





Indirect Benefit  
2.6.2016-31.7.2016  
Fri-Art Kunsthalle

Traduction française : Yves-Alexandre Jaquier  
Deutsche Übersetzung: Bram Opstelten  
Edité par: Sylvain Menétrey  
Editierung: Julia Crottet  
Graphic design: Dan Solbach

With thanks to  
Alexander Bove  
Andrew Blackley  
Neal Curley  
Michael M. Gordon  
Natalia Grabowska  
Maxwell Graham  
Linda Mai Green  
Leila Grothe  
Daniel Herleth  
Jason Hirata  
Jennifer Hutchinson  
Emmy Levitas  
Mackenzie Lew  
Jason Loeb  
Ruth Mattson  
Park McArthur  
Christopher Müller  
Carissa Rodriguez  
Jamie Stevens  
Thomas Wong

Additional thanks to:  
Essex Street, New York  
Artists Space, New York

Soutenez Fri Art  
Pour devenir membre de l'association des Amis de Fri Art et ainsi soutenir les nombreuses activités organisées par le centre d'art, écrivez-nous un email : [info@fri-art.ch](mailto:info@fri-art.ch)

Unterstützen Sie Fri Art  
Werden Sie Mitglied des Vereins Freunde von Fri Art und unterstützen Sie die zahlreiche Tätigkeiten der Kunsthalle. Schreiben Sie uns: [info@fri-art.ch](mailto:info@fri-art.ch)

Support Fri Art  
Become a member of the Friends of Fri Art's association and support the various activities organized by the Art Centre. Write an e-mail to: [info@fri-art.ch](mailto:info@fri-art.ch)

Banque Cantonale de Fribourg  
IBAN: CH72 0076 8011 0061 5111 8



Fri Art Kunsthalle  
Centre d'art de Fribourg  
Petites-Rames 22  
Case postale 582  
CH-1701 Fribourg  
T +41(0)26 323 23 51  
info@fri-art.ch  
www.fri-art.ch



Ville de Fribourg

Avec le soutien de la



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Fondation Nestlé  
pour l'Art  
partenariat

**MIGROS**  
pour-cent culturel



